



Revue *Quatrième Internationale* n°37, mai 1969

La nouvelle montée de la révolution mondiale

(Thèses adoptées par le 9^e Congrès Mondial)

Au Congrès Mondial de Réunion tenu en 1963, le mouvement trotskyste International avait adopté des thèses sur « la dialectique actuelle de la révolution mondiale », qui examinaient les rapports réciproques entre les trois grands secteurs de la révolution mondiale dans le monde contemporain : la révolution coloniale, la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés et la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes. Dans les cinq années qui se sont écoulées depuis, la révolution mondiale a connu quelques échecs importants, mais elle a aussi enregistré de nouveaux succès, dont la montée révolutionnaire de mai 1968 en France est l'exemple le plus éclatant. De ce fait, les rapports de force globaux ont continué à évoluer aux dépens de l'impérialisme, une interaction encore plus nette est apparue entre les trois secteurs principaux de la révolution mondiale et une modification importante s'est produite dans leur dynamique réciproque, les luttes révolutionnaires à l'intérieur des pays impérialistes eux-mêmes occupant une place plus importante dans ce processus global qu'elles n'en avaient occupée depuis vingt ans.

Il s'agit de mesurer la portée de ces modifications et d'en déduire les grandes lignes des perspectives de la révolution mondiale dans la période qui se présente devant nous. En même temps, il y a lieu de répondre à une série de problèmes idéologiques importants aujourd'hui débattus dans le mouvement révolutionnaire international auxquels les développements récents permettent d'apporter une réponse approfondie.

I. — L'échec de la contre-offensive impérialiste et les nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale

Après la victoire de la Révolution cubaine, les progrès de la révolution coloniale ont connu un incontestable temps d'arrêt. Aucun nouvel Etat ouvrier n'a été créé depuis dix ans.

Depuis le début des années 1960 la révolution coloniale avait même subi une série de revers spectaculaires, dont l'arrivée au pouvoir de dictatures militaires et le déclin momentané du mouvement de masse au Brésil et en Argentine (les deux principaux pays d'Amérique latine), le renversement du régime lumumbiste au Congo, du régime Nkrumah au Ghana et de Ben Bella en Algérie ; la victoire de la contre-révolution indonésienne en octobre 1965 ; la défaite militaire de la RAU et de la Syrie dans la guerre des six jours de juin 1967 sont les étapes principales, qui marquaient chacun des épicentres de cette révolution : l'Amérique latine, l'Afrique noire, le monde arabe et le Sud-Est asiatique.

Quelles que soient les raisons particulières qui expliquent chacun de ces revers, deux causes générales expliquent pourquoi la révolution coloniale était arrivée au début des années 1960 à un palier. D'une part, les possibilités de la bourgeoisie coloniale et des équipes nationalistes petites-bourgeoises de diriger pendant une certaine phase la lutte anti-impérialiste des masses — possibilité déjà fort limitée pour des raisons historiques bien connues — touchaient à leur fin.

La révolution coloniale était arrivée au point où elle ne pouvait plus progresser que par la transcroissance vers la révolution socialiste, pour la victoire de laquelle le facteur subjectif faisait défaut. D'autre part, l'impérialisme américain, tirant lui aussi des conclusions de la victoire de la révolution cubaine, optait d'une manière de plus en plus nette

en faveur d'une répression violente et militaire de tous les mouvements révolutionnaires qui créaient pour lui le risque, même embryonnaire, d'un processus de révolution permanente. A ceux-ci, il opposait de manière de plus en plus systématique une stratégie globale de la contre-révolution.

Prise entre les masses qui cherchaient des solutions nettement socialistes révolutionnaires et l'impérialisme qui cherchait à étouffer celles-ci dans l'œuf, l'ère des Sukarno, des Nkrumah, des Nasser et des Nehru qui avaient dominé pendant quinze ans la scène des pays semi-coloniaux touchait à sa fin.

Comme la formation de nouvelles avant-gardes révolutionnaires, même du type fidéliste, retardait sur ce processus, l'initiative passa pendant toute une phase à l'impérialisme américain, avec ses complots financés par la C.I.A., ses interventions contre-révolutionnaires et ses guerres d'agression de plus en plus larges.

L'accélération de la croissance économique des Etats-Unis qui coïncidait avec cette initiative contre-révolutionnaire plus directe et ouverte, créait en même temps les moyens avec lesquels l'impérialisme a pu financer pendant cinq à six ans des entreprises qui, des « missions militaires » et de la « contre-guérilla » en Amérique latine à la guerre du Vietnam, en passant par le maintien et le renforcement de dizaines de bases aéronavales dans le monde, coûtaient des dizaines de milliards de dollars, sans procéder en même temps à une attaque contre le niveau de vie du prolétariat des Etats-Unis.

La puissance, l'expansion et l'arrogance de l'impérialisme yankee semblaient atteindre de nouveaux sommets, après les échecs subis au cours des années 1950, tant de la part de la révolution coloniale que dans la course de puissance avec l'Union soviétique.

La guerre du Vietnam était le point culminant et en quelque sorte le couronnement de cette contre-offensive impérialiste.

Elle est devenue également le point de retournement de la situation. A partir de la résistance indomptable des masses vietnamiennes, la révolution coloniale a pu franchir le cap d'un regroupement de forces et d'une reprise dans plusieurs secteurs importants, en même temps que les contradictions inter-impérialistes ainsi que les contradictions internes de la société impérialiste des Etats-Unis se sont trouvées considérablement accentuées. Même le réveil de la lutte directe des masses contre la bureaucratie dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés a été partiellement stimulé par l'influence profonde que la révolution vietnamienne a exercée sur le secteur le plus politisé des masses laborieuses à l'échelle mondiale.

En organisant l'escalade de son agression contre la révolution vietnamienne, l'impérialisme américain ne visait pas seulement à endiguer les progrès de la révolution dans un secteur géographique dont la valeur stratégique et économique est évidente (Thaïlande - Malaisie - Indonésie) ; il ne voulait pas seulement un « déterrer » contre le risque de catastrophe mondiale que représenterait une révolution victorieuse en Asie pour le système impérialiste international. Il voulait aussi intimider les masses exploitées de tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, voire du monde entier, et les prévenir par un exemple terrifiant que s'engager sur la voie de la révolution signifierait pour elles être confrontées avec la machine militaire la plus puissante du monde et payer d'un prix terrible en sang et en destructions la tentative de se libérer du règne du capital. L'issue de cette confrontation acquerrait dès lors une importance capitale.

Aujourd'hui, malgré l'insuffisance de l'aide matérielle et militaire que les masses vietnamiennes ont obtenue des Etats ouvriers — insuffisance dont la responsabilité principale incombe avant tout au plus puissant d'entre eux, c'est-à-dire la bureaucratie soviétique ; malgré les pressions incessantes que le Kremlin et ses agents ont exercées et exercent sur la révolution vietnamienne pour qu'elle se montre « raisonnable » à l'égard de l'agresseur et lui permette de « sauver la face » ; malgré l'ampleur non moins insuffisante du mouvement international de solidarité envers la révolution vietnamienne, qui n'a pas réussi à entraîner des couches décisives du prolétariat des pays impérialistes dans des actions destinées à entraver effectivement le fonctionnement de la machine de guerre impérialiste, l'impérialisme a échoué devant l'ardeur révolutionnaire combative des masses vietnamiennes, sans pareille dans l'histoire récente, et n'a pas réussi à atteindre les buts principaux de son agression.

L'offensive du Têt du début 1968 a démontré que la révolution vietnamienne possède d'immenses réserves offensives, y compris au sein des masses urbaines ; que la situation militaire s'est détériorée pour les forces d'intervention contre-révolutionnaires. En même temps, l'escalade dans l'agression a commencé à révéler aux yeux de l'impérialisme américain toute l'ampleur du dilemme auquel il se trouve confronté.

Car, s'il est sans doute exact que tout recul stratégique devant les forces de la révolution vietnamienne ne peut que stimuler les forces révolutionnaires dans les pays

voisins et à l'échelle mondiale, la prolongation de la guerre a également dans les pays voisins un même effet stimulant tant en Thaïlande et en Birmanie où le mouvement des guerillas connaît une extension sérieuse, qu'en Indonésie où c'est cette même guerre du Vietnam qui, paradoxalement, commence à saper les effets du plus grand succès que l'impérialisme avait remporté ces dernières années : la défaite de la révolution indonésienne en octobre 1965.

Simultanément, la bourgeoisie américaine se rend compte avec effroi que même ses ressources colossales ne suffisent pas à financer simultanément la course aux armements nucléaires avec l'U.R.S.S., la guerre « conventionnelle » au Vietnam, la consolidation mondiale du système capitaliste et le minimum de réformes sociales aux Etats-Unis nécessaires pour atténuer la tension sociale dans la métropole elle-même. Economiquement, le prix que l'impérialisme a payé pour la continuation de la guerre au Vietnam a été l'accélération de l'inflation — avec la crise de plus en plus profonde du système monétaire international et l'approfondissement des contradictions inter-impérialistes qui l'accompagne, la réduction de l'« aide » à la bourgeoisie coloniale et le freinage du programme de « lutte contre la pauvreté » aux Etats-Unis mêmes, qui était destiné à désamorcer le caractère explosif de la question noire dans ce pays. Outre les stimulants subjectifs que la résistance victorieuse des masses vietnamiennes a eus sur la formation d'une avant-garde noire et estudiantine aux Etats-Unis, les effets objectifs de la guerre au Vietnam ont permis, d'une part, une amplification sans précédent du mouvement anti-guerre et, d'autre part, une radicalisation des masses noires de plus en plus larges, ce qui, conjointement, crée la crise interne la plus explosive que les Etats-Unis aient connue depuis les années 1929-1936.

Ainsi est mis en évidence l'échec de la tentative de l'impérialisme américain d'arrêter les flots de la révolution mondiale.

La raison historique fondamentale de cet échec est triple. Comme la « dialectique actuelle de la révolution mondiale » l'avait déjà souligné, l'impossibilité pour l'impérialisme de stabiliser économiquement et politiquement la situation dans les pays semi-coloniaux y crée les possibilités objectives d'une reprise rapide du mouvement des masses ; l'exemple de l'Indonésie où la grave défaite d'octobre 1965 a été suivie par une inflation plus que jamais galopante, un recul des forces productives, une famine et une misère généralisée, offre une démonstration typique de cette impuissance de l'impérialisme à écraser durablement la révolution coloniale.

La société et l'économie des pays impérialistes eux-mêmes continuent à renfermer de multiples contradictions anciennes et nouvelles, qui provoquent périodiquement des tensions et des crises que la poursuite de la révolution coloniale peut stimuler. Finalement, dans un monde où le régime capitaliste est mis en question par une majorité du genre humain, les ressources économiques même de l'Etat le plus puissant que l'histoire ait connu ne suffisent pas pour lui permettre de jouer efficacement le rôle de gendarme mondial ; elles le lui permettent d'autant moins que toutes les tentatives de coordonner internationalement et durablement la politique militaire, diplomatique, économique et financière de tous les Etats impérialistes se heurtent à la survivance des contradictions inter-impérialistes, c'est-à-dire en dernière analyse aux obstacles qui découlent de la survivance de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois national.

L'expérience du Vietnam a démontré combien était fallacieuse l'argumentation de la bureaucratie soviétique selon laquelle la stratégie de la coexistence pacifique impliquait un progrès pacifique de la révolution dans le monde, du seul fait du changement des rapports de forces globaux, tandis que des guerres révolutionnaires ou des insurrections armées impliquaient le risque de transformation en guerre nucléaire mondiale. En réalité, aucune révolution n'a pu avancer ou vaincre sans se heurter à l'intervention militaire de l'impérialisme. L'extension internationale de la révolution reste le seul moyen d'obliger l'impérialisme à disperser ses forces et de l'affaiblir globalement. La menace de guerre nucléaire subsiste incontestablement pas à cause de telle ou telle guerre révolutionnaire, mais à cause de l'existence des armes nucléaires dans les pays impérialistes, avant tout aux Etats-Unis. Cette menace ne sera éliminée définitivement que par le renversement du pouvoir du Capital aux Etats-Unis.

L'échec de la contre-offensive impérialiste exprime, en dernière analyse, le fait que les rapports de forces globaux lui étaient déjà trop défavorables pour permettre de renverser le courant à la périphérie. Sans aucun doute, la situation internationale aurait pu évoluer de manière encore beaucoup plus favorable pour la révolution, si celle-ci avait disposé d'une direction internationale capable d'opposer le front unique de toutes les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes dans le cadre d'une stratégie globale, à la stratégie globale contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Mais même sans une telle direction efficace à l'échelle mondiale, les rapports de force n'ont pas pu être renversés

par l'impérialisme. A partir du moment où, à l'échelle internationale, les classes opprimées et exploitées ou du moins leurs fractions les plus lucides ont commencé à prendre conscience du fait capital que, dans le monde d'aujourd'hui, les héroïques combattants d'un petit pays comme le Vietnam peuvent tenir en échec la machine de guerre de la puissance impérialiste la plus grande que l'histoire ait connue, une nouvelle et grave détérioration de ces mêmes rapports de force a commencé à se produire aux dépens de l'impérialisme.

D'une part, ses contradictions et ses difficultés se sont accrues sur de nombreux fronts, la reprise de la révolution coloniale dans le sud-est asiatique en a été stimulée, les contradictions inter-impérialistes en ont été accentuées. D'autre part, la défaite subie par l'impérialisme à la périphérie de son système a puissamment contribué à relancer la crise révolutionnaire au cœur même du système impérialiste, y compris aux Etats-Unis par les luttes des masses noires. La montée révolutionnaire de mai 1968 en France est le premier exemple exaltant de cette relance.

Les liens entre la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne et la reprise de la lutte révolutionnaire dans les métropoles impérialistes sont manifestes, à la fois sur le plan subjectif et sur le plan objectif.

Subjectivement, cette résistance a stimulé la formation d'une nouvelle avant-garde jeune dans les pays impérialistes, a puissamment contribué à la rendre autonome par rapport aux appareils traditionnels réformistes et stalinien, lui a permis de s'aguerrir et d'acquérir de plus en plus d'audace dans des affrontements sans cesse amplifiés avec les partis traditionnels, avec la bourgeoisie et avec l'appareil de répression de l'Etat bourgeois.

Objectivement, les conséquences économiques et financières de la guerre du Vietnam ont accentué la crise du dollar, accru les tensions dans le système monétaire international et aggravé les contradictions inter-impérialistes, épongeant ainsi les réserves avec lesquelles la bourgeoisie internationale aurait pu atténuer les effets de la récession 1966-1967. Sous le poids de tous ces facteurs économiques, la bourgeoisie a été au contraire obligée de mener pratiquement dans tous les pays impérialistes une politique d'attaques contre le niveau de vie et contre un certain nombre de situations considérées comme des droits acquis par les travailleurs (notamment contre le plein emploi et les avantages extra-conventionnels). Ceci à son tour a stimulé une reprise de la lutte de classe des secteurs échappant le plus au contrôle de la bureaucratie syndicale et ébranlé le climat de stabilité sociale relative, qui avait existé dans la plupart des pays impérialistes pendant la période précédente.

C'est en définitive cette exacerbation des contradictions sociales au sein même de la société impérialiste — stimulée par les effets objectifs et subjectifs de l'échec de la contre-offensive impérialiste contre la révolution coloniale — qui explique la possibilité objective de la nouvelle montée révolutionnaire en Europe occidentale. Cette nouvelle montée révolutionnaire, coïncidant avec la fin de la période d'illusions réformistes et d'apathie politique des masses dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés d'Europe orientale et centrale, a modifié profondément les rapports réciproques entre les trois grands secteurs de la révolution mondiale. L'action des étudiants yougoslaves de juin 1968, son ampleur et son haut niveau politique, le militantisme et la radicalisation politique croissants des travailleurs tchécoslovaques entre août 1968 et mars 1969 en sont une première démonstration.

Pendant deux décennies, le centre de gravité de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux et semi-coloniaux, la victoire de la révolution chinoise coïncidant avec la défaite de la vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe occidentale et avec la montée du maccarthysme aux Etats-Unis. Aujourd'hui, la montée révolutionnaire de mai 1968 en France annonce un tournant historique. La crise profonde de la société, de l'économie et de la démocratie parlementaire en Grande-Bretagne ; la situation pré-révolutionnaire en Espagne ; l'ébranlement de la longue période de passivité du prolétariat ouest-allemand ; la montée du mouvement de masse et l'ébranlement des structures sociales et politiques en Italie, sont autant d'indices montrant qu'il ne s'agit pas d'un phénomène isolé et passager. Le fait qu'aux Etats-Unis mêmes on assiste à une vague de radicalisation sans pareille depuis trente-cinq ans indique qu'il s'agit d'un phénomène profond et universel.

La nouvelle montée révolutionnaire en Europe occidentale ne signifie pas que la révolution coloniale a perdu de son importance. Au contraire, un des résultats les plus saisissants de cette montée révolutionnaire pourrait bien être une redistribution mondiale par l'impérialisme de ses forces financières et militaires, ce qui réduirait sa pression sur plusieurs fronts de la révolution coloniale, et stimulerait la reprise et de nouvelles victoires de celle-ci.

Cette nouvelle montée révolutionnaire signifie que des forces essentiellement prolétariennes, et des courants politiques d'avant-garde renouant avec les traditions du marxisme révolutionnaire et avec la démocratie ouvrière, se trouveront au cœur de la bataille ; que leurs formes d'intervention, d'action, d'organisation se rapprocheront beaucoup plus de la norme léniniste des révolutions prolétariennes. De ce fait, le poids du prolétariat, de ses traditions les plus valables et les plus spécifiques, se trouvera considérablement accru dans l'ensemble du processus de la révolution mondiale. Ceci exercera une influence profonde sur le déroulement et les formes aussi bien de la révolution coloniale que de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés. Du même fait sera stimulé le réveil du prolétariat américain, dont l'entrée sur la scène de la révolution mondiale sera le facteur décisif pour empêcher le déclenchement de la guerre nucléaire par l'impérialisme, au moment où il sera confronté avec la crise finale de son système de domination. La construction de la IV^e Internationale, des nouveaux partis révolutionnaires de masse, dont elle cherche à impulser la création, et de ses propres sections et d'organisations sympathisantes, s'en trouvera largement favorisée.

II. — La nouvelle montée révolutionnaire en France et ses conséquences internationales

Déclenchée par la grève des étudiants et la nuit des barricades du 10-11 mai, la crise révolutionnaire qui s'est produite en France pendant le mois de mai 1968 constitue la plus large mobilisation révolutionnaire en Europe occidentale depuis trente ans. Elle a englobé jusqu'aux couches les plus marginales de la population et entraîné une importante partie des classes moyennes nouvelles. L'Etat bourgeois a été rendu impuissant pendant près de quinze jours. La combativité des manifestants a permis de nombreux affrontements directs avec les forces de répression. Les initiatives spontanées de contrôle et même de pouvoir de masse en opposition aux institutions gouvernementales, patronales et autres intégrées dans le système capitaliste se sont multipliées.

Le mouvement de mai 1968 a mis objectivement à l'ordre du jour pendant quelques jours (du 24 au 30 mai) le renversement de l'ordre bourgeois et la conquête du pouvoir. L'absence d'une direction de rechange ou d'éléments d'une telle direction suffisamment reconnus par les ouvriers a permis aux directions traditionnelles, notamment celle de la C.G.T. et du P.C.F. qui avait derrière elle la très grande majorité de la classe ouvrière, de trahir ce mouvement, le canalisant vers des objectifs économiques dans la lutte pour lesquels les travailleurs ont montré une combativité débordant à maintes reprises les directions syndicales officielles. Outre l'ampleur qu'il a prise, le mouvement de mai 1968 se différencie des mouvements antérieurs du prolétariat français (1936 et 1945-47) par les caractéristiques suivantes :

- a) le détonateur n'a pas été constitué cette fois-ci par une victoire électorale (front populaire) ou par une victoire militaire dans une alliance d'un Etat ouvrier avec les démocraties impérialistes, mais par une lutte des étudiants, des lycéens et de larges couches de jeunes ouvriers. Cette lutte avait un caractère révolutionnaire par ses formes (affrontements avec les forces de l'Etat) et par son niveau politique (lutte pour le socialisme et l'internationalisme) ;
- b) l'avant-garde révolutionnaire politiquement indépendante des directions traditionnelles, y compris de la direction stalinienne, a pris des dimensions de masse au cours de plusieurs manifestations à Paris ;
- c) le contexte international. En 1936, en Espagne et en France, la lutte des masses se produisait face à une Europe où s'étendait le nazisme et à une Union soviétique où le stalinisme acquérait ses aspects les plus monstrueux. La crise de mai 1968 est survenue après la victoire de l'offensive vietnamienne du Têt, simultanément à une lutte parallèle des étudiants dans plusieurs métropoles impérialistes et à une nouvelle poussée antibureaucratique dans les Etats ouvriers (chute de Novotny) ;
- d) le rôle particulier joué par la jeunesse estudiantine, lycéenne et ouvrière comme « détonateur » et aile marchante du mouvement. Dans les conditions de réformisme politique, de stagnation et d'apathie du mouvement ouvrier traditionnel, d'intégration plus ou moins avancée des appareils politiques et syndicaux dans l'Etat bourgeois, les besoins et les aspirations des jeunes qui avaient été méconnus et pratiquement ignorés par la société établie, ont fait rejeter par ceux-ci les directions traditionnelles, y compris la direction stalinienne dont le prestige avait été fortement

entamé dans les années précédentes par la « déstalinisation », le conflit sino-soviétique et finalement sa carence dans la lutte de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain. L'incapacité du néo-capitalisme à satisfaire les besoins matériels et culturels de cette jeunesse, et la réapparition du chômage des jeunes ont créé la base objective de cette radicalisation. Un des caractéristiques nouvelles de ces luttes a été la participation massive de très jeunes.

Malgré son ampleur, l'avant-garde indépendante politiquement n'avait au début du mouvement d'autres organisations à sa disposition que de petites formations politiques (trotskystes, maoïstes, anarchistes). Son implantation dans les entreprises était insignifiante : il ne s'agissait pas d'un manque de militants, mais l'appareil avait étouffé toute minorité pendant des dizaines d'années, avait barré l'accès des plus petites fonctions syndicales à tous ceux suspectés d'opposition à la ligne du P.C.F. En outre, jeunes étudiants et lycéens d'une part et jeunes ouvriers d'autre part ne se connaissaient pas préalablement au déclenchement du mouvement ; ce n'est qu'au cours des actions engagées par les étudiants que les jeunes ouvriers qui n'avaient pas trouvé un pôle d'attraction dans les entreprises rejoignirent ces actions en nombre chaque jour croissant.

Le bilan de trahison de la direction P.C.F.-C.G.T. s'établit comme suit :

- Elle s'est opposée à la lutte révolutionnaire des étudiants et a tout fait pour qu'il n'y ait pas de liaison politique et organisationnelle entre eux et les ouvriers ;
- Elle a dissocié les diverses catégories de travailleurs (industrie privée, secteur nationalisé, fonctionnaires) au lieu de les réunir sur un programme commun ;
- Elle a refusé de proclamer la grève générale illimitée sous prétexte que celle-ci existait en fait, mais en réalité pour ne pas avoir à mettre en avant le seul mot d'ordre répondant à une telle grève : un mot d'ordre gouvernemental de lutte pour le pouvoir ;
- Elle a négocié en ignorant les volontés des travailleurs et accepté des accords indignes que les travailleurs d'eux-mêmes ont rejetés ;
- Elle n'a jamais pris la moindre initiative pour mobiliser les grévistes, se bornant soit à les maintenir enfermés dans les entreprises, soit à les envoyer chez eux pour n'y rien faire ;
- Elle n'a cessé de combattre et de calomnier les « gauchistes », encourageant en sous main les violences physiques, comme par le passé, mais n'a jamais organisé les ouvriers pour se défendre contre les bandes réactionnaires et les forces de répression étatiques ;
- Elle n'a jamais mis en avant le mot d'ordre de dissolution des forces de répression qui étaient envoyées contre les étudiants (gardes mobiles, C.R.S.) ;
- Elle a trahi la défense des militants « étrangers » face aux décisions répressives du pouvoir (affaire Cohn-Bendit), faisant ainsi passer ses intérêts fractionnels avant l'internationalisme prolétarien et aux dépens de lui ;
- Elle n'a jamais dénoncé publiquement les manœuvres de Mitterrand et de Mendès-France et a continué de courir après la F.G.D.S. pour obtenir un « programme commun », en deça de la situation politique ;
- Elle a eu une attitude équivoque sur le référendum un moment décidé par de Gaulle ;
- Elle n'a jamais cherché à renverser de Gaulle et a été la première à accepter sa décision de tenir des élections législatives ;
- Elle n'a pas voulu utiliser un mouvement qui conduisait au socialisme, recherchant une « démocratie nouvelle » de caractère bourgeois.

Cette trahison de la direction du P.C.F. a été le principal atout du capitalisme français désarmé pendant plus de quinze jours et dont les forces armées n'auraient pu venir à bout même d'une partie du mouvement qui englobait avec les villes grandes et petites d'importants secteurs de la paysannerie.

Malgré cette trahison, les travailleurs français ne sont pas défaits. Par les grèves revendicatives dans lesquelles le mouvement a été fragmenté, ils ont obtenu généralement des avantages, variables selon les industries ou services, mais assez substantiels. Dans leur majorité ils ne se sentent pas frustrés. Une minorité croissante a par ailleurs compris la trahison des directions traditionnelles. Les ouvriers ont réappris, au cours du mouvement, des méthodes de lutte de classe que les appareils avaient mises en sommeil depuis quinze à vingt ans (manifestations de rue combatives, non respect des dispositions légales en matière de préavis de grève, d'organisation de démonstration, etc. ; supériorité de ces méthodes sur les pétitions et autres interventions légales, démarches

parlementaires, etc.). Les ouvriers ont débordé les directions en plusieurs occasions, notamment en repoussant les accords de la rue de Grenelle ; l'autorité des directions en a été diminuée. La poursuite des grèves a été caractérisée par une combativité de secteurs nombreux et importants et des provocations patronales et gouvernementales ont suscité, souvent malgré les directions, des réponses militantes (usines Renault de Flins).

Outre l'apparition d'une force d'avant-garde sur la gauche du P.C.F., un des plus importants acquis du mouvement de mai 1968, a été constitué par de nombreuses formes de « dualité de pouvoir », qui ont été plus ou moins amples et plus ou moins temporaires. Ces manifestations sont une preuve que le mouvement de mai dépassait de beaucoup une lutte en vue de satisfaire les revendications économiques et sociales élémentaires et qu'une partie de ses participants se posait consciemment des objectifs beaucoup plus élevés.

Le mouvement de mai 1968 a été d'une façon encore insuffisante une première mise en œuvre d'un programme de transition. Cela s'est vérifié dans les entreprises (où la question de la gestion et du contrôle ouvrier s'est trouvée posée dans plusieurs cas), sans parler des grands services publics dont le fonctionnement partiel ou total, dépendait de leur personnel. Cela s'est vérifié également dans de nombreux milieux (professions libérales, cadres, sportifs...) contre les institutions officielles. Cela est posé de la façon la plus profonde dans l'enseignement à tous les degrés.

Un bilan dans ce domaine fournira de nombreux éléments pour concrétiser le programme de transition en France. Dans les entreprises la question du contrôle ouvrier comme élément préparatoire à la gestion ouvrière doit être au centre des préoccupations des militants d'avant-garde. A cette question est liée directement celle des comités élus démocratiquement. Une des plus grandes faiblesses du mouvement a résidé dans le fait que, sous le nom de « comités de grèves », on retrouvait dans presque tous les cas les commissions exécutives des sections syndicales, reliées entre elles par l'appareil bureaucratique des syndicats. Celles-ci transmettaient dans la plupart des cas la politique de la direction de la C.G.T. dans la classe ouvrière, tandis que de véritables comités de grèves, élus démocratiquement par tous les grévistes, syndiqués ou non, auraient pu être la véritable émanation de la base et se relier entre eux dans un réseau non bureaucratique formant ainsi des organismes où une véritable direction révolutionnaire aurait pu s'affirmer.

Un autre acquis important du mouvement de Mai 1968 réside dans le déclin de l'influence des partis ouvriers traditionnels dans la jeunesse étudiante et lycéenne. Pour la première fois depuis l'origine du stalinisme, les forces révolutionnaires peuvent aujourd'hui conquérir l'hégémonie politique, et même la prédominance organisationnelle, dans une couche sociale tout entière qui, même si elle est largement minoritaire et marginale par rapport au prolétariat industriel, possède cependant de multiples courroies de transmission sociales avec celui-ci (écoles professionnelles ; emplois dans l'industrie de nombreux étudiants et universitaires, etc.) sans parler de la possibilité d'impact subjectif, surtout sur la jeunesse ouvrière. L'élaboration d'un programme de revendications transitoires qui permette de consolider cette hégémonie politique et cette influence de masse — soumise à d'inévitables fluctuations de par la nature sociale même du milieu étudiant — est une tâche vitale pour les révolutionnaires français.

Ces deux acquis importants du mouvement de mai 1968 confluent pour créer des conditions beaucoup plus favorables à la construction du parti révolutionnaire. Celui-ci ne peut pas encore être un parti de masse ; il est déjà plus qu'un simple groupe de propagande ; il est déjà capable de mobiliser et de faire agir des forces qui peuvent influencer une avant-garde ouvrière plus ou moins réduite. C'est en définitive dans cette amélioration des conditions de construction du parti révolutionnaire qu'il faut saisir le résultat le plus important de la crise révolutionnaire de mai, la meilleure garantie de ce qu'il ne s'agit pas d'une flambée sans lendemain mais du début d'une série de luttes violentes qui s'étendront sur plusieurs années.

En assurant le redémarrage de la révolution socialiste sur le continent européen, la montée révolutionnaire en France a créé de nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale (révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, révolution coloniale, révolution politique antibureaucratique dans les Etats ouvriers). Elle a commencé à créer les conditions qui permettront de surmonter les déséquilibres et les contradictions que le développement de la révolution mondiale a connus dans les vingt-cinq dernières années. Elle a donné au marxisme révolutionnaire, tel que la IV^e Internationale n'avait seule cessé de le défendre, un renouveau éclatant ; elle l'a également enrichi des leçons des nombreuses expériences dans les domaines les plus divers.

La crise révolutionnaire en France a eu d'ores et déjà des prolongements dans les pays semi-coloniaux, notamment dans les grandes villes d'Amérique latine

(Rio de Janeiro, Buenos-Aires, Santiago de Chili, Mexico) et dans des pays où l'influence de l'impérialisme français restait importante (Dakar). Cette montée a constitué la plus grande aide qui ait été apportée au Vietnam et à Cuba socialiste.

La crise révolutionnaire en France a déjà eu des répercussions importantes en Yougoslavie ; des manifestations de solidarité envers les étudiants français ont eu lieu également en Tchécoslovaquie. Le gouvernement chinois, pour des raisons qui lui sont particulières, a organisé de grandes manifestations de solidarité pour les mouvements du prolétariat français. Dans les autres Etats ouvriers, c'est-à-dire en Union Soviétique et dans les Etats ouvriers d'Europe orientale, les gouvernements ont défigurés d'une manière encore plus éhontée que ne l'a fait *l'Humanité* le mouvement révolutionnaire, en France, n'insistant que sur les revendications, dénigrant et calomniant les « gauchistes », donnant un soutien à de Gaulle dans les moments les plus cruciaux, ne commençant à le critiquer pour ses propos anticommunistes qu'après la trahison du mouvement par la direction stalinienne.

Mais les événements de France ne tarderont pas à être véritablement connus et les mensonges staliniens ne feront que renforcer la résistance antibureaucratique. La répression contre l'intelligentsia et la jeunesse universitaire des dernières années atteste qu'en Union Soviétique aussi les étudiants joueront un rôle très important lors d'une grande montée révolutionnaire des masses contre le pouvoir bureaucratique. Mai 1968 a accéléré considérablement le processus de la révolution politique en Union soviétique.

La crise révolutionnaire en France a exprimé et stimulé puissamment des tendances qui opèrent en profondeur dans presque tous les pays européens.

La révolution socialiste européenne avait été figée à la suite de l'échec de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, causé par les accords signés par Staline à Yalta, Téhéran et Potsdam avec les représentants des démocraties impérialistes. Sur la révolution européenne pesaient alors d'une part la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe, d'autre part la défaite de la classe ouvrière allemande en 1933 et celle de la révolution espagnole à la veille de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, une gigantesque poussée révolutionnaire a ouvert de nouvelles perspectives aux travailleurs européens. La crise a atteint la France la première, en raison de sa situation économique toujours précaire malgré les transformations effectuées par le capitalisme français dans l'après-guerre ; de la situation politique créée par le régime gaulliste qui, sous les apparences d'un « Etat fort », avait éliminé dans sa pratique quotidienne tous les amortisseurs fournis par un régime représentatif de type parlementaire ; il n'y avait plus dans les domaines les plus essentiels que l'arbitraire d'un seul homme ou d'une équipe restreinte à l'extrême.

Fondamentalement, dans tous les pays européens, le « néo-capitalisme » présente les mêmes caractéristiques de fragilité et la montée en France n'est qu'un signe précurseur des crises qui se manifesteront dans le proche avenir en Europe.

Les nécessités objectives avaient obligé les capitalistes européens à réaliser une concentration des forces productives sous la forme réactionnaire et étriquée du Marché Commun. Ces mêmes nécessités objectives auront pour résultat de faire revivre dans le mouvement ouvrier européen la plus haute expression du marxisme révolutionnaire, l'Internationale révolutionnaire de masse. Les manifestations d'internationalisme prolétarien qui ont marqué les démonstrations de rue de l'avant-garde révolutionnaire pendant le mois de mai témoignent que la création de l'Internationale révolutionnaire de masse deviendra bientôt un des problèmes majeurs que doit se poser l'avant-garde révolutionnaire en Europe et, avec elle, toute l'avant-garde révolutionnaire dans le monde.

III. — La fin du long boom de l'économie impérialiste

Depuis le début de la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis, depuis la fin de la période de reconversion d'après-guerre en Europe occidentale et au Japon, l'économie des pays impérialistes a traversé une phase d'expansion économique à long terme comparable aux périodes les plus fastes de l'économie capitaliste dans le passé, sinon les dépassant.

Le contexte mondial de cette expansion était certes différent ; il ne coïncidait pas avec une expansion mais avec un rétrécissement de l'aire géographique dans laquelle le Capital pouvait librement exploiter la force de travail. Il ne s'agissait pas

d'un « boom » ininterrompu ; l'économie impérialiste a connu, pendant cette époque, des récessions multiples — sauf en Allemagne occidentale — qui étaient autant de rappels de l'impuissance du capital à résoudre fondamentalement ses contradictions économiques. Aux côtés de cette économie impérialiste en expansion rapide, il y avait à la fois une économie des Etats ouvriers croissant plus rapidement encore, et une économie des pays coloniaux et semi-coloniaux en semi-stagnation ; toutes deux soulignaient la crise du système capitaliste mondial.

Finalement, il faut rappeler que l'expansion de l'économie impérialiste, surtout en Europe occidentale, n'était pas un produit automatique des forces économiques spontanées, mais au contraire le double produit de la trahison des possibilités révolutionnaires d'après-guerre du prolétariat européen par les directions réformistes et stalinienne d'une part, et d'une aide massive de la part de l'impérialisme américain d'autre part, qui avait concentré tous ses efforts dans l'immédiat après-guerre sur la consolidation et l'essor du capitalisme en Europe occidentale.

Tenir compte de toutes ces réserves ne réduit en rien l'importance et l'ampleur de cette longue période d'expansion de l'économie impérialiste. Que celle-ci ait pu connaître pareil essor malgré le fait que quatorze pays échappent à l'exploitation du capital, que la désintégration des empires coloniaux et le déclin de l'importance des surprofits coloniaux dans l'économie des pays impérialistes coïncident avec une expansion exceptionnelle de celle-ci, c'est ce qu'il fallait reconnaître et expliquer.

Nier ces faits évidents, ce n'était pas « conserver la foi inébranlable dans la possibilité révolutionnaire du prolétariat » ; c'était transformer les fondements de cette confiance — la compréhension rigoureusement scientifique de la réalité — en une mystification de type dogmatique et religieux, indigne du marxisme. Mais s'arrêter à l'analyse des faits courants, sans approfondir les tendances de l'évolution à long terme, sans mettre à nu les contradictions essentielles, et sans dévoiler ainsi leur caractère historiquement limité et passager, c'était tomber victime d'un empirisme vulgaire et devenir prisonnier de l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise qui proclamait sur tous les tons que l'économie capitaliste avait découvert le secret de l'expansion continue « dans la stabilité » et de la garantie du plein emploi.

Les marxistes révolutionnaires ont évité ces deux écueils. Ils ont offert une analyse globale des raisons de la longue période d'expansion de l'économie impérialiste qui cadre avec la théorie marxiste générale.

Cette expansion était provoquée par une rénovation technologique accélérée, stimulée par des dépenses d'armement d'un niveau exceptionnellement élevé maintenues en permanence pendant deux décennies (aux Etats-Unis pendant près de trois décennies) — phénomène sans précédent dans l'histoire du capitalisme — ce qui a entraîné une industrialisation plus systématique de la plupart des pays impérialistes eux-mêmes, impliquant par suite une véritable révolution dans la structure sociale de pays comme la France, l'Italie, le Japon ou l'Espagne, avec le déclin rapide du poids de la paysannerie dans la population et dans l'économie. Cette expansion était protégée contre une rechute périodique dans de graves crises économiques de surproduction par l'organisation systématique et délibérée de l'inflation permanente du crédit et de la masse monétaire. Le « boom » était porté par un endettement énorme et sans précédent. La surproduction n'était pas supprimée ; elle était d'une part voilée par la création inflationniste de pouvoir d'achat, d'autre part, « congelée » par l'apparition de phénomènes de capacité de production de plus en plus excédentaire dans de nombreuses branches industrielles (charbon, construction navale, acier, textile, pétrochimie, demain sans doute automobile).

Cette analyse débouchait sur trois conclusions : d'abord, que les moteurs principaux de cette longue période d'expansion allaient s'épuiser progressivement, provoquant du même fait une aggravation de plus en plus nette de la concurrence inter-impérialiste ; ensuite, que l'application délibérée des techniques keynesiennes anti-crise accentuerait l'inflation universelle et l'érosion permanente du pouvoir d'achat des monnaies, ce qui finirait par provoquer une crise très grave du système monétaire international ; enfin, que ces deux facteurs pris conjointement allaient multiplier les récessions partielles et qu'on s'orienterait vers une récession générale de l'économie impérialiste, certes différente de la grande crise de 1929-1932 tant par son ampleur que par sa durée, mais qui frapperait néanmoins tous les pays impérialistes et dépasserait largement l'ampleur des récessions des vingt dernières années. Deux de ces conclusions se sont déjà vérifiées ; la troisième s'annonce pour les débuts des années soixante-dix.

L'inévitabilité des fluctuations cycliques en économie capitaliste a reçu sa confirmation dans l'éclatement de la première récession réelle en Allemagne occidentale en 1966-67. Cette récession coïncidait avec la cinquième récession d'après-guerre

en Grande-Bretagne, a touché presque tous les pays d'Europe capitaliste ; seule l'Italie a pu y échapper du fait de la récession sérieuse que ce pays avait préalablement connue en 1964. Cette récession, la plus grave en Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale, y a amené le nombre de chômeurs au chiffre de trois millions. Mais comme elle a coïncidé avec un « boom » au Japon et une période marquée d'abord par un « boom », puis par un simple fléchissement de courte durée de l'économie américaine (fléchissement de déstockage), la récession généralisée dans tout le monde impérialiste a cette fois encore été évitée de justesse.

Cependant, cette récession encore limitée aux principaux pays d'Europe capitaliste a déjà entraîné une aggravation sérieuse de la concurrence inter-impérialiste. La dévaluation de la livre sterling, les mesures prises par l'administration Johnson pour « défendre le dollar », la dévaluation voilée du franc français en novembre 1968, la pénétration massive des constructeurs d'automobiles japonais sur les marchés européen et nord-américain, la compétition entre trusts américains et européens au sein du Marché Commun, la crise que traverse l'intégration économique de l'Europe capitaliste elle-même, ostensiblement provoquée par le refus gaulliste de l'adhésion de la Grande-Bretagne, mais en réalité alimentée surtout par les craintes et les hésitations des principaux bourgeois devant le ralentissement général de l'expansion de l'économie impérialiste internationale — telles sont les principales manifestations de cette concurrence inter-impérialiste. Elle aboutit fatalement à une nouvelle phase avancée de concentration des capitaux — souvent de concentration internationale de capitaux — et tend ainsi à aggraver généralement les phénomènes de capacité de production excédentaire, d'endettement croissant et de baisse du taux de profit des trusts monopolistes. Produites par un premier ralentissement du taux de croissance, cette concurrence et cette concentration accentuées doivent produire à leur tour un nouvel abaissement de ce taux.

Tout concorde ainsi pour rétrécir progressivement la base sur laquelle a pu s'établir depuis trente ans une colossale pyramide d'inflation monétaire et d'endettement. La confiance dans les deux monnaies dites de « réserve » de l'économie capitaliste internationale — le dollar et la livre sterling — est profondément ébranlée. Ceci tend à entraver l'expansion du commerce capitaliste international et à freiner l'expansion des moyens de paiement internationaux. Un retour à l'étalon-or est impossible dans le monde impérialiste en déclin, confronté avec des forces anti-capitalistes puissantes ; il risquerait de provoquer une crise économique d'une gravité insupportable pour le régime.

Mais, en même temps, la poursuite de l'inflation internationale entre en contradiction de plus en plus nette avec les intérêts d'une fraction croissante de la bourgeoisie internationale. La désaffection croissante à l'égard du dollar tend à rétrécir de plus en plus l'expansion des liquidités internationales, à un moment où cette expansion devient une nécessité urgente pour relancer le « boom ». La contradiction a été soulignée par l'échec de la conférence de La Nouvelle-Delhi et l'impuissance des pays impérialistes à accroître le volume de leur « aide » aux pays semi-coloniaux (qui est avant tout une aide à leurs propres industries exportatrices), au même moment où l'expansion des échanges entre pays impérialistes manifeste les premiers signes d'essoufflement.

Sans doute l'impérialisme américain dispose de réserves et de ressources suffisantes pour se permettre pendant une période encore la poursuite des techniques keynesiennes à l'intérieur des Etats-Unis, sans attaquer directement le niveau de vie du prolétariat américain. Mais les pressions qui s'exercent sur lui pour qu'il arrête le déficit chronique de sa balance des paiements deviennent telles qu'un cran d'arrêt sérieux est introduit dans l'expansion inflationniste du système monétaire mondial. Cette pression déflationniste de plus en plus généralisée impose à un nombre croissant de pays impérialistes une discipline monétaire et financière commune, largement indépendante de la politique économique que choisissent leurs gouvernements occasionnels. Par ce biais, ils sont entraînés l'un après l'autre dans un courant commun qui les conduira vers une récession généralisée dans quelques années.

Un des traits les plus frappants de l'économie impérialiste depuis la Seconde Guerre mondiale a été l'absence de synchronisation internationale des récessions. Les récessions américaines de 1949, de 1953, de 1957 et de 1960, avec leurs répercussions plus ou moins directes sur l'économie britannique et sur celle de plusieurs pays impérialistes mineurs ont coïncidé avec un « boom » soutenu en Allemagne occidentale ; la récession japonaise n'a éclaté qu'en 1966, quand les économies française et italienne étaient déjà en reprise. Quant aux récessions allemande et britannique de 1966-67, elles ont été accompagnées d'un « boom » en Italie et au Japon et du maintien au moins partiel de la haute conjoncture aux Etats-Unis.

Cette fragmentation des récessions dans le temps et dans l'espace a manifestement pour effet de tendre à modérer l'ampleur et la durée des baisses d'activité ; l'accroissement des exportations compensait chaque fois partiellement la baisse des ventes sur le marché intérieur. Ses causes résident dans le fait que, si la récession découle en dernière analyse de la baisse des investissements productifs, c'est-à-dire de l'apparition de capacités de production excédentaires, donc en dernière analyse de la surproduction « gelée », elle est provoquée dans l'immédiat par des mesures gouvernementales : restrictions de crédit et politique déflationniste, qui visent soit à équilibrer la balance des paiements, soit à « étrangler la surchauffe », soit les deux objectifs à la fois. La possibilité de cette manipulation monétaire et financière générale dans le monde impérialiste était créée à la fois par la tendance générale expansive et par l'inflation internationale généralisée.

Le fléchissement de ces deux stimulants a d'ores et déjà commencé. Il réduit considérablement la marge de manœuvre de chaque gouvernement impérialiste — ainsi que l'a appris à ses dépens le gouvernement Wilson auquel la finance internationale a véritablement dicté un taux de dévaluation insuffisant pour permettre une reconquête par la bourgeoisie britannique des marchés internationaux perdus. Par suite de la collaboration étroite entre les banques centrales à l'échelle internationale, il tend à imposer des disciplines monétaires de plus en plus rigides, d'où découle une synchronisation de plus en plus étroite des politiques monétaires des principaux pays impérialistes. Cette synchronisation rend inévitable, à court ou moyen terme, une synchronisation des récessions économiques.

La synchronisation des récessions économiques a ses racines dans le processus de production lui-même. Elle reflète, en dernière analyse, l'internationalisation croissante du Capital et le nivellement des niveaux de productivité et de la compétitivité des différentes économies impérialistes. Dans ces conditions, les marges de manœuvres monétaires et financières se rétrécissent considérablement, chaque manœuvre — que ce soit une déflation, une dévaluation monétaire ou un protectionnisme — entraînant rapidement des conséquences négatives sur l'économie des autres pays impérialistes et incitant ceux-ci à s'engager dans une voie analogue. En fait, la collaboration étroite entre les banques centrales exprime sur un plan conscient l'impuissance objective des pays impérialistes, même les plus forts, à se soustraire à la fois aux impératifs de la concurrence inter-impérialiste et à l'inévitabilité des rétorsions monétaires que provoque toute tentative d'améliorer sa propre puissance compétitive à l'aide d'expédients financiers.

Historiquement, la fin, qui s'approche, de la période d'expansion à long terme, qui s'est étendue de 1940 à 1965 dans l'économie impérialiste internationale, a des causes plus profondes que les phénomènes au niveau des monnaies, du système de crédit ou de la politique interventionniste des Etats bourgeois. Elle signifie que réapparaît puissamment à la surface la contradiction entre l'expansion des forces productives et le rôle de frein joué par l'appropriation privée, contradiction que le Capital avait pu refouler pendant toute une période à l'aide d'expédients. L'efficacité de ces expédients s'effrite. Les effets stimulants de l'inflation permanente sont neutralisés par des effets négatifs dans le domaine du commerce mondial. Les effets stimulants de la production d'armements déclinent à partir du moment où ceux-ci ont atteint un niveau colossal, et où une nouvelle relance du « boom » nécessiterait un nouveau bond des dépenses militaires que même l'économie américaine ne pourrait plus supporter. L'appauvrissement relatif de plus en plus prononcé des pays semi-coloniaux réduit constamment la fraction de la production industrielle totale des pays impérialistes qu'ils peuvent absorber. Mais l'expansion des échanges entre pays impérialistes qui s'étaient développés énormément pendant la longue période d'expansion est de plus en plus freinée par la concurrence inter-impérialiste et par l'égalisation progressive du niveau technique de tous les pays impérialistes.

Bref, l'énorme capacité de production aujourd'hui accumulée dans ces pays entre de plus en plus en conflit avec les besoins de mise en valeur du capital. Seule l'économie en expansion des Etats ouvriers constituerait une soupape de sûreté momentanée ; mais ses échanges avec les pays impérialistes, bien qu'en hausse constante, sont trop réduits pour pouvoir freiner une récession généralisée. Ces limites qui sont à la fois fonction des possibilités d'exportation très médiocres des Etats ouvriers et de l'ensemble du contexte international rendant les crédits à long terme fort aléatoires, ne seront guère considérablement dépassées dans un proche avenir.

IV. — La nouvelle phase de la crise des régimes bureaucratiques dans les Etats ouvriers et le sens des « réformes économiques »

Après l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, la crise des régimes bureaucratiques dans les Etats ouvriers d'Europe orientale et en U.R.S.S. était temporairement arrêtée ou canalisée. La liquidation de la plupart des réformes acquises par l'Octobre polonais à partir de 1957, l'arrêt de la déstalinisation en U.R.S.S. après le XXII^e Congrès du P.C.U.S., la passivité des masses laborieuses, l'apathie politique un instant interrompue par la victoire de la révolution cubaine et ses démêlés avec l'impérialisme américain, mais que même le conflit sino-soviétique n'avait ensuite plus guère ébranlée, étaient autant d'expressions d'un arrêt momentané de cette crise. L'élimination de Khrouchtchev, dont la politique économique était devenue nettement impopulaire parmi les masses ouvrières, se passa dans l'indifférence générale. La guerre d'agression de l'impérialisme américain contre la révolution vietnamienne elle-même, qui avait provoqué des protestations et des réactions larges et violentes dans une avant-garde jeune au sein des pays impérialistes, s'est déroulée au début dans un climat beaucoup plus indifférent dans la plupart des Etats ouvriers européens, même s'il faut mentionner de courageuses réactions autonomes d'étudiants de la R.D.A., de Pologne et de Yougoslavie en faveur de la révolution vietnamienne.

Cette longue apathie politique, cette nouvelle stabilité relative des régimes bureaucratiques des Etats ouvriers s'étendant sur près d'une décennie après la période de secousses violentes qui allait de 1952 à 1957, s'expliquent par l'interaction de plusieurs facteurs. En général, la fin des années cinquante et le début des années soixante ont été marqués par une élévation constante du niveau de vie des masses — plus prononcée dans certains pays comme l'U.R.S.S., la R.D.A. et la Yougoslavie que dans d'autres (Pologne et Tchécoslovaquie) — mais néanmoins suffisamment réelle pour donner naissance à un climat d'illusions réformistes. L'écrasement de la révolution hongroise n'avait pas manqué de nourrir ce même climat. L'illusion d'une « démocratisation » progressive par en haut, stimulée par des phases saccadées de libéralisation dans le domaine culturel et par un intérêt croissant pour l'autogestion yougoslave, constituait le cadre général dans lequel ce climat s'était établi.

Cependant un facteur plus fondamental était sous-jacent à cette apathie. A l'époque stalinienne, la classe ouvrière avait été politiquement expropriée et atomisée dans tous ces Etats, à l'exception partielle de la Yougoslavie. Le contraste flagrant entre la doctrine officielle — la déformation apologétique du « marxisme » — et l'oppression politique et l'inégalité sociale, avait créé au sein du prolétariat une profonde méfiance et un scepticisme accentué à l'égard de la doctrine marxiste-léniniste. Selon les périodes, cette méfiance était combinée avec un optimisme quant aux possibilités de « réussite individuelle » (périodes de forte expansion économique) ou avec un pessimisme généralisé à ce propos (périodes de semi-stagnation). Mais la perte de confiance dans l'idéal communiste substitué par la bureaucratie constituait la cause fondamentale de l'apathie politique du prolétariat. Cette cause n'a pas été surmontée par les périodes de « libéralisation » ou de combat des intellectuels pour plus de démocratie socialiste, dans la mesure où le prolétariat considérait ces intellectuels, non sans raison, comme faisant partie de la bureaucratie privilégiée, et que le programme « libéral » n'offrait guère d'attraits ou d'avantages immédiats pour les travailleurs.

Depuis quelques années, une série de facteurs ont commencé à opérer dans le sens d'un ébranlement de la stabilité relative dont les régimes bureaucratiques disposaient depuis 1957. La crise de ces régimes s'exprima à nouveau par une entrée en action de diverses couches de la population, en Yougoslavie, en Pologne et en Tchécoslovaquie. La bureaucratie soviétique elle-même manifesta une peur panique devant la possibilité d'une telle reprise en U.R.S.S. Quatre de ces facteurs doivent être mis en évidence : le ralentissement de la croissance économique et les conséquences néfastes pour les masses des « réformes économiques » introduites ces dernières années ; la crise du « camp socialiste mondial », c'est-à-dire des rapports entre Etats ouvriers et entre P.C. ; l'impuissance de la bureaucratie à élaborer une ligne idéologique tant soit peu cohérente à la place de la doctrine stalinienne ; l'impact sur les Etats ouvriers de l'escalade agressive de l'impérialisme américain, de la résistance victorieuse des masses laborieuses vietnamiennes, et de la reprise de l'agitation et de la lutte révolutionnaire en Europe occidentale.

L'abaissement progressif du taux de croissance de l'économie des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés, au cours des années soixante, exprime la crise profonde de la gestion bureaucratique de cette économie. L'échec de la planification bureaucratiquement hyper-centralisée, à partir du moment où il s'agit de dépasser la phase de l'industrialisation sans tenir compte des coûts, et de développer avant tout un secteur technologiquement nouveau (électronique, pétrochimie, systèmes mécaniques automatisés) et l'industrie des biens de consommation durables, est universellement reconnu. Mais faute de pouvoir la remplacer par un système d'autogestion ouvrière, démocratiquement centralisé, la bureaucratie est à la recherche de mécanismes « automatiques » pour remplacer les ordres venus d'en haut — contradictoires, confus et de moins en moins efficaces. D'où l'option générale en faveur de « réformes économiques » qui revalorisent « l'économie de marché socialiste ». Une compétition pour le pouvoir au sein même de la bureaucratie, entre une aile essentiellement technocratique et la tendance conservatrice de l'appareil politique d'origine stalinienne, est sous-jacente à ce recours accru aux mécanismes du marché.

La nature inter-bureaucratique de ce conflit apparaît surtout dans le programme des rapports avec la classe ouvrière que les technocrates « libéraux » ont élaboré. Nulle part, ils ne se prononcent, fût-ce en principe, en faveur de l'autogestion ouvrière ; par tout, ils prônent un accroissement des droits des directeurs d'usine combiné à une autonomie plus grande des entreprises. Ces droits accrus des directeurs s'entendent non seulement par rapport aux instances centrales de planification, mais encore par rapport aux travailleurs. Les technocrates sont en faveur d'une austérité et d'une rationalité économique d'autant plus suspecte aux yeux des travailleurs qu'elle implique, d'une part, la réapparition massive du chômage et le démantèlement des services sociaux gratuits ou à bas prix (comme les loyers), et d'autre part, une augmentation des inégalités sociales ainsi que le relèvement des traitements et des primes touchés par les bureaucrates.

Constater que les « réformes libérales » créent, malgré tout, une atmosphère plus favorable à la renaissance de l'initiative et de l'activité politique des ouvriers, est une chose. Mais cela n'implique pas que les marxistes-révolutionnaires soutiennent les technocrates libéraux contre les bureaucrates politiques « conservateurs ». Il est incontestable que le conflit inter-bureaucratique et les concessions libérales accordées aux écrivains, aux journalistes et aux étudiants en Tchécoslovaquie, ont amélioré les possibilités d'une reprise de l'action ouvrière. Encore faut-il ajouter que cette action risque de se diriger contre les conséquences économiques des « réformes » défavorables à la classe ouvrière. On enfermerait l'avant-garde renaissante de ces pays dans un dilemme insoluble si on voulait limiter son action au choix entre un « moindre mal » (la bureaucratie technocratique et libérale) et une « rechute dans le stalinisme ». Seul un programme hardi de renaissance intégrale de la démocratie socialiste, s'appuyant sur le pouvoir des conseils ouvriers, c'est-à-dire le programme de la révolution politique, peut amener une réapparition générale de la classe ouvrière sur la scène politique. Elle est trop hostile à l'égard de la bureaucratie dans son ensemble pour se laisser utiliser comme simple force d'appoint dans le conflit entre deux couches de la caste au pouvoir.

Le fait que les premières couches à se mettre en mouvement dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés soient les intellectuels et les jeunes n'est pas seulement dû à l'apathie politique encore fort étendue parmi les travailleurs. Il reflète aussi l'état de mécontentement beaucoup plus direct que la dictature bureaucratique a créé dans ces milieux. Les travailleurs pouvaient, à la rigueur, se contenter temporairement d'une amélioration de leur niveau de vie et d'un accroissement marginal de leurs droits syndicaux à l'entreprise. Pour les intellectuels et les jeunes, la revendication de la liberté de création artistique et littéraire, de la liberté de discussion scientifique et, par implication, politique, représente un besoin vital, sans lequel ils risquent d'étouffer. En liquidant les aspects extrêmes du stalinisme sans établir un véritable climat de démocratie socialiste, la bureaucratie a simplement supprimé les moyens de dissuasion les plus extrêmes contre les revendications des intellectuels et des étudiants, sans leur accorder satisfaction. Cela ne pouvait pas ne pas provoquer une crise de plus en plus virulente, qui aboutira inévitablement à des explosions.

L'évolution dans ce sens était d'autant plus inévitable que la faillite de la bureaucratie sur le plan de l'idéologie est beaucoup plus nette que son échec — seulement partiel — sur le plan économique. La bureaucratie a été incapable de substituer au stalinisme une doctrine tant soit peu cohérente. Elle a même été incapable de se réapproprier sa propre histoire. A travers les « manuels » de philosophie, d'économie politique, et d'histoire du P.C.U.S., péniblement réécrits année après année, puis remaniés et retirés de la circulation, après des simulacres de discussion, cette faillite éclate avec une netteté particulière, surtout par comparaison avec les réussites éclatantes des sciences naturelles et de la technique en U.R.S.S.

La faillite idéologique de la bureaucratie s'exprime également dans la crise croissante au sein du « camp socialiste » et du mouvement communiste international. Cette crise est déterminée en dernière analyse par des oppositions d'intérêts entre des bureaucraties nationales et reflète des rapports différents entre ces bureaucraties et l'impérialisme. Mais l'impuissance de la bureaucratie, surtout de la bureaucratie soviétique, à élaborer un semblant de doctrine acceptable pour l'ensemble des Etats ouvriers, tant en ce qui concerne les rapports avec l'impérialisme qu'en ce qui concerne les voies de construction de l'économie et de la société socialistes, stimule incontestablement les tendances centrifuges au sein du camp.

De ce point de vue, le bilan de l'ère Kossyguine-Brejnev est encore plus catastrophique, pour la bureaucratie soviétique, que celui de l'ère de Khrouchtchev. Des quatorze Etats ouvriers, huit échappaient au contrôle au Kremlin (dans l'ordre chronologique : Yougoslavie, R.P. de Chine, R.D. de Corée, R.D. du Vietnam, Albanie, Cuba, Roumanie, Tchécoslovaquie). Avec l'autonomie croissante de la Tchécoslovaquie, la tentation de l'autonomie risquait également en Pologne et en Hongrie. Si elle ne s'exprime pas aussi en R.D.A., c'est parce que la domination bureaucratique de ce pays dépend directement du soutien militaire de l'U.R.S.S.

Dans le mouvement communiste international, la politique de « coexistence pacifique » et de « compétition économique » a fait perdre au Kremlin le contrôle de la plupart des forces communistes dans l'Asie du sud et du sud-est, et condamne les forces qui lui restent fidèles à devenir de plus en plus minoritaires en Amérique latine. Cette politique, pleinement approuvée par la plupart des P.C. des pays impérialistes, les place en porte à faux par rapport aux mouvements jeunes en plein essor, et réduit à l'extrême leur capacité de pénétration dans cette nouvelle avant-garde.

La dialectique de la crise politique de la bureaucratie n'a pas agi de manière rectiligne ou directe. L'influence du courant maoïste ou même du courant fidéliste reste insignifiante ou faible dans les P.C. ou parmi les milieux de jeunes rebelles dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés. L'absence d'un programme concret, de propositions enthousiasmantes se rapportant aux problèmes de ces pays eux-mêmes, y est pour beaucoup ; la continuation du culte de Staline par les maoïstes leur ferme toute possibilité d'influencer des couches d'intellectuels et d'étudiants en Europe orientale.

Mais les effets indirects de cette crise politique internationale de la bureaucratie ont influencé et influencent la maturation d'une reprise de l'action dans les Etats ouvriers d'Europe orientale. La multiplicité des thèses « officielles » en présence accroît le scepticisme général quant à une quelconque « orthodoxie » et favorise la reprise de la pensée et de l'élaboration critique. Le nombre des courants et sous-courants s'accroît du même fait au sein des directions politiques de la bureaucratie. Les confrontations internationales deviennent autant d'occasions de discussions qui relancent la polémique momentanément stoppée par l'arrêt de la déstalinisation en U.R.S.S. Les succès les plus modestes remportés dans la lutte pour la démocratie socialiste ont des effets internationaux, en déclenchant un processus d'avalanche. Les étudiants tchèques prennent fait et cause pour les étudiants polonais victimes de la répression, les uns et les autres sympathisent avec les intellectuels non-conformistes persécutés en U.R.S.S.

En outre, la propagande dirigée par Pékin contre Moscou a incontestablement contribué à saper l'autorité des dirigeants bureaucratiques de partis communistes dans les pays capitalistes aussi bien qu'en Union soviétique. Par nécessité polémique, les maoïstes ont exprimé des vérités dévastatrices sur les « révisionnistes » et donné des exemples significatifs impliquant les P.C. pro-Moscou comme preuves de leurs affirmations. Si cette propagande a eu peu d'échos en Union soviétique, en Europe orientale, etc., en premier lieu en raison du développement du culte de Mao et des hommages associés rendus à Staline, elle a joué un rôle contribuant à la formation et aux activités de l'avant-garde jeune dans les pays capitalistes, ce qui, à son tour, a contribué à la montée de courants oppositionnels dans la jeunesse et parmi les intellectuels des Etats ouvriers dégénérés ou déformés. De ce point de vue, la propagande sur la « révolution culturelle » a eu une importance particulière du fait qu'elle était ostensiblement dirigée contre la bureaucratie et qu'elle proclamait la nécessité pour la jeunesse de « prendre le pouvoir », si hypocrite qu'ait été cette propagande. Le résultat final en a été une contribution à l'instabilité de la bureaucratie stalinienne à l'échelle mondiale.

La résistance des masses vietnamiennes et leurs victoires face à l'agression impérialiste ont fini par exercer un effet positif sur la repolitisation d'une avant-garde dans les Etats ouvriers. Elle a refroidi les sympathies d'une partie des intellectuels et des étudiants rebelles envers la « démocratie » bourgeoise, et discrédité à leurs

yeux l'impérialisme américain. Elle a galvanisé un courant de solidarité active, renforcé par la présence de nombreux étudiants provenant des pays coloniaux dans les Etats ouvriers. Elle sert aujourd'hui, comme en Occident, de test pour distinguer les courants réactionnaires et droitiers — qui se plaignent des sacrifices imposés aux peuples d'Europe orientale « au profit des Vietnamiens et des Cubains » ; qui affirment que la guerre du Vietnam n'est qu'une « querelle entre les grandes puissances » ; qui adoptent une attitude neutre ou indifférente à l'égard de l'héroïque résistance du peuple vietnamien — des courants progressifs qui débordent les affirmations purement verbales de « solidarité » officielle par des manifestations spontanées et l'exigence d'une aide plus directe et massive. La même remarque s'applique avec plus de netteté encore à l'attitude adoptée par les différents courants dans les Etats ouvriers à l'égard de la montée révolutionnaire en France, les droitiers regrettant l'affaiblissement du gaullisme favorable à « la détente internationale » et critiquant le P.C.F. sur sa droite, les véritables courants de gauche se solidarisant avec l'insurrection jeune et critiquant le P.C.F. sur sa gauche.

C'est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie qui a le plus nettement révélé les tendances profondes et les contradictions internes de cette reprise progressive de l'activité des masses dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés. Les masses ouvrières qui sont restées pendant toute une phase sur une position d'expectative en face de la lutte entre deux ailes de la bureaucratie, ont commencé à se manifester, surtout en avançant leurs revendications autonomes, vers la fin du printemps 1968. Cette intervention a été accélérée par l'immixtion ouverte du Kremlin et de ses satellites dans l'épreuve de force intérieure au sein du P.C. tchécoslovaque, puis par la pression politique et militaire que la bureaucratie soviétique a commencé à exercer sur le gouvernement tchécoslovaque. Elle a atteint son point culminant au lendemain immédiat de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées au service du Kremlin. On a assisté à ce moment à l'explosion d'activité révolutionnaire la plus large de la part des masses que l'Europe orientale ait connue depuis octobre-novembre 1956 en Hongrie.

Sur la voie de la révolution politique, les masses ouvrières ont commencé à avancer de plus en plus nettement le mot d'ordre de l'autogestion ouvrière, de la prise en main directe de la direction des entreprises et de l'économie par les représentants élus par les travailleurs. Malgré toute la confusion idéologique qui régnait parmi les étudiants et les ouvriers d'avant-garde, en résultat du passé stalinien et de la nature de la direction Dubcek, c'est dans ce sens qu'une troisième tendance a commencé à se cristalliser au sein du P.C., des organisations de masse et de la classe ouvrière, qui rejetait à la fois les néo-staliniens conservateurs alliés au Kremlin et les partisans droitiers de la « réforme économique » et « libérale ».

La capitulation de la direction Dubcek devant le Kremlin, et la tentative de celui-ci de rétablir d'abord, à l'aide de l'équipe Dubcek, un contrôle bureaucratique sur les principaux domaines d'activité sociale qui commençaient à échapper à ce contrôle, ont soumis à une rude épreuve le militantisme de l'avant-garde ouvrière et étudiante et sa confiance en elle-même. Le but principal du Kremlin était d'aboutir à la démobilisation des masses en Tchécoslovaquie, après quoi il lui serait facile de remplacer Dubcek et Cie par des instruments plus dociles. Pendant six mois, la combativité admirable des masses a évité que ce dessein ne soit réalisé. Mais, à la longue, cette combativité ne pourrait se maintenir que si le mouvement débordait vers des pays voisins, avant tout vers l'Union soviétique elle-même.

Il est probable que ce qui a finalement incité la fraction prédominante au sein des dirigeants du Kremlin à passer à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie fut autant la crainte d'une extension de « l'expérience tchécoslovaque » à d'autres pays de son glaciaire que la peur de la contagion en Union soviétique même. C'est surtout au sein de quelques nationalités minoritaires de l'U.R.S.S. (Ukrainiens, Géorgiens, Tartares de Crimée, Baltes, etc.) que quelques-unes des conquêtes progressistes des masses tchécoslovaques de la période janvier-août 1968 ont eu un profond effet stimulant de différenciation politique et de formation de courants oppositionnels : abolition de la censure, promesse d'un véritable fédéralisme, rétablissement partiel de normes démocratiques dans la vie intérieure du parti, notamment par la promesse du droit de tendance. En réagissant brutalement, même au prix d'une accentuation de la crise du mouvement communiste international, le Kremlin a révélé surtout sa méfiance envers les masses soviétiques. Le réveil, même timide, d'une activité oppositionnelle politique publique en U.R.S.S., pour la première fois depuis plus de trente ans, par rapport à l'invasion de la Tchécoslovaquie, démontre que ce jugement n'était pas sans fondements. Là-bas, comme en Tchécoslovaquie, en Pologne, en R.D.A., en Yougoslavie et en Hongrie, se rassemble lentement une nouvelle avant-garde révolutionnaire jeune qui, à travers mille difficultés et contre une répression qui tendra à se durcir, se fraye une voie vers la redécouverte du marxisme révolutionnaire en théorie et en action.

Le renforcement de la pression, y compris militaire, de l'U.R.S.S., en avril 1969 est la conséquence à la fois de la combativité des masses tchécoslovaques et du renforcement de l'opposition intérieure en Union Soviétique même. La « victoire » du Kremlin en Tchécoslovaquie, loin de stabiliser le pouvoir de la bureaucratie, ne fait qu'aggraver la crise du stalinisme dans les Etats ouvriers européens.

Le problème-clé auquel l'avant-garde est confrontée dans les Etats ouvriers, est celui d'une jonction entre les étudiants et intellectuels qui ont commencé la lutte directe pour la démocratie ouvrière, avec les ouvriers qui peuvent et doivent être gagnés à cette lutte. Cette jonction est impossible sans tenir compte de l'état d'esprit actuel, des intérêts matériels et des mobiles historiques du prolétariat. La préparer signifie œuvrer à la renaissance d'organisations marxistes-révolutionnaires dans ces pays, qui y défendent l'entièreté du programme de la révolution politique.

Les conséquences économiques et sociales des « réformes économiques » introduites dans divers Etats ouvriers en Europe orientale, ont alimenté, depuis un certain temps, des tendances dans le mouvement révolutionnaire international qui considèrent qu'on se trouve dans ces pays à la veille d'une restauration du capitalisme. La propagande maoïste, diffusée sur une grande échelle rencontre d'incontestables échos. L'évolution de la politique étrangère de certains gouvernements de ces pays, telle la Roumanie et surtout la Yougoslavie, renforce objectivement ces craintes, qui sont par ailleurs utilisées également par la bureaucratie soviétique pour justifier des formes étroites de contrôle sur ces pays. Cela s'est vérifié une fois de plus dans le cas de la Tchécoslovaquie, où tout l'appui accordé par le Kremlin à la tendance conservatrice néo-stalinienne de Novotny était justifié par le soi-disant danger présent d'un retour à la démocratie bourgeoise.

Les marxistes révolutionnaires doivent réfuter l'argumentation développée dans ces divers milieux et défendre un emploi correct de la méthode d'analyse marxiste. Ce n'est pas seulement important dans la mesure où la défense de l'acquis théorique du marxisme fait partie intégrante de la lutte pour la révolution mondiale ; c'est aussi la condition indispensable d'une intervention dans la crise en cours dans ces Etats ouvriers, qui, pour aller dans le sens de la révolution politique, doit mesurer correctement les forces sociales en présence, leur poids respectif et leur dynamique. Le cas de la Yougoslavie ayant été choisi comme cas type, vu l'ampleur acquise par le secteur privé dans ce pays, il est indiqué d'examiner la thèse de la restauration du capitalisme à la lumière de la réalité dans ce pays.

Du point de vue méthodologique, les partisans de la thèse selon laquelle le capitalisme aurait été restauré en Yougoslavie appliquent au fond des conceptions réformistes à rebours. Puisqu'il n'y a manifestement pas eu une contre-révolution sociale dans ce pays à un moment quelconque, puisque le parti au pouvoir, malgré toutes sortes de phénomènes de dégénérescence droitière, reste le même qui a complètement exproprié les anciennes classes possédantes en 1945 et détruit leur Etat, l'hypothèse selon laquelle le capitalisme aurait été restauré implique qu'on peut graduellement et imperceptiblement passer d'un Etat ouvrier à un Etat bourgeois, d'une économie non-capitaliste à une économie capitaliste, de la même façon que les réformistes pensent qu'on peut graduellement et imperceptiblement passer de l'Etat bourgeois à l'Etat ouvrier, de l'économie capitaliste à l'économie non-capitaliste.

Pour les marxistes il n'y a pas de capitalisme sans classe bourgeoise au pouvoir au sens économique du terme. Il n'y a pas de classe bourgeoise sans appropriation privée des moyens de production et du surproduit social. De ce point de vue, il est impossible de démontrer que la bureaucratie yougoslave a fait un pas important quelconque sur la voie de l'appropriation privée des grands moyens de production. Au contraire, le système de l'autogestion représente un obstacle politique et psychologique supplémentaire sur la voie d'une telle appropriation privée, les travailleurs étant beaucoup moins prêts encore à abandonner à des propriétaires privés des usines à la gestion desquelles ils sont directement associés. Le processus d'accumulation primitive privée, qui a pris des dimensions importantes dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat et le secteur des services, ne s'effectue pas au sein de cette bureaucratie mais d'autres classes ou couches sociales, telles que la paysannerie cosse, les commerçants privés, etc. Quant à l'appropriation privée d'une partie du surproduit social par la bureaucratie, il est impossible de démontrer que ce phénomène soit quantitativement plus important qu'en U.R.S.S. à l'époque de Staline.

Il est vrai que la symbiose d'une bureaucratie affairiste avec une paysannerie, une classe commerçante et artisanale en voie d'enrichissement rapide, crée des tensions sociales et économiques importantes au sein d'une économie socialisée, et y introduit de graves contradictions. Celles-ci ne sont cependant que la reproduction des contradictions analogues que l'U.R.S.S. a connues à l'époque de la N.E.P. Ces contradictions

menacent la nature planifiée de l'économie et ses fondements socialisés, elles sont accentuées par les décisions du P.C.Y. en matière de décentralisation économique de plus en plus accentuée et de démantèlement progressif du monopole du commerce extérieur — cela ne souffre point de discussion. Mais la seule conclusion qu'on puisse en tirer, c'est qu'on est au début d'un processus de luttes sociales et politiques exacerbées en Yougoslavie, comme l'attestent d'ailleurs la crise politique ouverte depuis 1966, la vague de grèves de 1966 et de 1967, et surtout les manifestations étudiantes et le congrès syndical de juin 1968. Le congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie de mars 1969 n'a pu que prendre acte des problèmes engendrant ces luttes et de ceux qu'elles posent à la couche dirigeante, non les résoudre. Pour qu'il y ait restauration du capitalisme, il faudrait que la classe ouvrière yougoslave — la seule qui ait réalisé une révolution socialiste victorieuse en Europe depuis 1917 — ait été battue et que les forces sociales incarnant la réappropriation privée des grands moyens de production triomphent. Affirmer que le capitalisme est déjà restauré, sans résistance massive du prolétariat, c'est proclamer la défaite avant que la bataille ait eu lieu, et faire preuve d'un défaitisme que les récents événements ont révélé totalement injustifié.

Les marxistes révolutionnaires récuse toute conception selon laquelle la nature sociale d'une économie ou d'une société puisse se modifier essentiellement à partir de facteurs idéologiques ou de conceptions politiques ; ils récuse encore davantage la thèse maoïste selon laquelle la restauration du capitalisme serait « automatique » si les vestiges de l'idéologie capitaliste ne sont pas éliminés. Il s'agit d'une véritable révision idéaliste et volontariste du matérialisme historique. La restauration du capitalisme dans un pays où il a été renversé n'est possible que si une nouvelle classe bourgeoise, dont l'existence aurait été clairement démontrée par des faits économiques et sociaux, s'appropriait les grands moyens de production et renversait l'Etat ouvrier. Rien de tout cela ne s'est produit en Yougoslavie.

Pas plus en Yougoslavie qu'en U.R.S.S. ou en Chine, nous ne sommes en présence d'un « modèle » définitif ou « idéal » de la société et de l'économie de transition du capitalisme au socialisme. Dans tous ces cas, des déformations graves, nouvelles et imprévues se sont produites par rapport au schéma théorique ; mais ce n'est pas là une raison d'abandonner les critères marxistes fondamentaux pour déterminer la nature sociale de l'Etat, et de se référer exclusivement à ces traits déformants en oubliant l'essentiel. L'excès de décentralisation économique, la réapparition du chômage, l'accumulation primitive accélérée dans le secteur des services sont des déformations graves dans le cas de la Yougoslavie, mais elles le sont tout autant que la destruction de tout contrôle ou pouvoir ouvrier au niveau de l'entreprise, dans l'U.R.S.S. à l'époque stalinienne, que la répression sanglante des conseils ouvriers hongrois par Khroutchev, que la stagnation économique subie par la Tchécoslovaquie sous le régime de Novotny, que la généralisation d'un marché noir et parallèle en U.R.S.S. pendant les années cinquante. Dans aucun de ces cas, les bases fondamentales de l'Etat ouvrier — à savoir la destruction de la grande bourgeoisie, la propriété nationalisée des grands moyens de production, le contrôle planifié des grands projets d'investissements, des banques et de la grande industrie — n'ont été abolies. Aussi longtemps que subsistent ces cadres et que la classe ouvrière n'a pas été battue par une nouvelle bourgeoisie, il n'y a pas de restauration du capitalisme.

V. — Problèmes de la reprise de la révolution coloniale

Dans chacun de ses foyers principaux — révolution du sud-est asiatique, révolution latino-américaine, révolution arabe, révolution africaine — se multiplient les signes d'une reprise ou d'un approfondissement de la révolution coloniale. En même temps, la situation prérévolutionnaire au Bengale occidental annonce la création d'un nouveau foyer, d'importance capitale, celui de la révolution indienne. Il y a lieu de préciser les problèmes principaux auxquels la relance de la révolution coloniale doit faire face dans chacun de ces foyers, ainsi que les conditions dans lesquelles de nouvelles directions révolutionnaires peuvent aborder avec succès leur solution.

La résistance victorieuse de la révolution vietnamienne a créé les conditions propices à l'extension de la révolution dans le sud-est asiatique aux principaux pays voisins du Vietnam : Laos, Thaïlande, Birmanie, Indonésie. Même en Malaisie, le pays relativement le plus stable de cette zone, il y a un début de reprise de la lutte des masses, tandis que les Philippines connaissent également une activité oppositionnelle plus prononcée dans les villes, avec un début de reprise de la lutte des guérillas.

L'extension internationale de la révolution vietnamienne dans le sud-est asiatique n'a pas été jusqu'ici un phénomène spontané de masse ; elle est surtout fonction de l'action propre des forces révolutionnaires nord et sud-vietnamiennes (avant tout au Laos), et de l'influence prépondérante du P.C. chinois sur les P.C. des pays du sud-est asiatique. Après le désastre de la politique Aidit en Indonésie, et en liaison avec la « révolution culturelle », la direction maoïste a fait un tournant tactique à gauche à l'égard de la « bourgeoisie nationale » asiatique : presque partout, elle prône le déclenchement de luttes armées sous direction communiste, d'après le modèle de la guérilla se transformant en guerre populaire. L'exception notable reste celle du Pakistan, où les forces communistes sous l'influence maoïste sont amenées à conserver une attitude expectative et modérée à l'égard du régime au pouvoir que Pékin veut ménager pour des raisons diplomatiques, et qui est pourtant secoué par une crise de plus en plus profonde.

La plupart de ces pays sont des sociétés essentiellement agraires, avec peu ou pas d'industrie, à un niveau de développement socio-économique largement inférieur à celui de la Chine de 1949 ou même du Vietnam de 1954. Les peuples de ces pays soit possèdent relativement peu d'expérience de lutte (c'est le cas de la Thaïlande), soit ont traversé de longues périodes de troubles axés sur la question nationale et avec une intervention limitée des masses urbaines. Le climat y est particulièrement propice au développement de la tactique de guérilla qui peut aboutir à une victoire si un minimum de conditions favorables est assuré dont l'existence d'une direction réellement indépendante par rapport à Pékin et à Moscou.

Dans la recherche désespérée d'un minimum de stabilité politique et sociale, la caste des officiers birmanes est allée loin sur la voie de l'anti-impérialisme dans cette région. Pratiquement, toute la propriété impérialiste et la majeure partie de la propriété urbaine de la bourgeoisie « nationale » birmane ont été nationalisées. Il s'est cependant avéré que la clé de l'avenir social de ce pays, comme de tous les pays du même genre, se trouve à la campagne, que sans véritable révolution agraire il est impossible de mobiliser réellement les masses populaires et, surtout, de créer une base de départ pour surmonter, ne fût-ce que graduellement, les causes réelles du sous-développement. Dans ce domaine, le régime militaire birman a failli. Cette faillite a facilité la reprise de la guerre des partisans, qui a poussé Rangoon à quémander l'aide militaire et économique de l'impérialisme.

Le tournant de la plupart des P.C. de cette zone vers une guerre de guérilla et vers le déclenchement de la révolution agraire favorise incontestablement la sélection d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire, hostile à la « coexistence pacifique » et aux illusions gradualistes, prête à déclencher un processus de « révolution ininterrompue ». Ses liens avec Pékin ont jusqu'ici favorisé cette évolution vers une orientation plus révolutionnaire. Cependant, cette évolution n'est pas irréversible. Comme hier à l'égard de l'Indonésie et aujourd'hui à l'égard du Pakistan, la bureaucratie au pouvoir à Pékin pourrait tenter une nouvelle fois d'utiliser le mouvement révolutionnaire dans tel ou tel pays du sud-est asiatique comme monnaie d'échange dans ses manœuvres diplomatiques. Il est donc nécessaire que les P.C. de ces pays s'émancipent de toute obédience à l'égard d'une quelconque des bureaucraties actuellement au pouvoir dans les Etats ouvriers pour que soient réunies les conditions les plus favorables à une exploitation de toutes les chances d'y faire progresser la révolution.

L'impérialisme américain est conscient des risques qu'implique pour lui l'extension internationale de la révolution vietnamienne. C'est pourquoi il a construit en Thaïlande une immense plate-forme militaire, véritable plaque tournante de la contre-révolution en Asie, qui devrait lui permettre de frapper au besoin durement en n'importe quel point d'une zone qui s'étend de Manille à Karachi.

L'Indonésie est manifestement le pays-clé de toute cette zone. C'est là que l'intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme dans le sud-est asiatique a eu l'effet le plus néfaste, en donnant à l'équipe des généraux indonésiens la confiance nécessaire pour écraser le mouvement communiste. Mais c'est là aussi que l'impuissance de la bourgeoisie nationale à stabiliser tant soit peu la situation politique et sociale est apparue de la manière la plus frappante. Malgré le bain de sang d'octobre 1965, malgré l'ampleur de la victoire politique remportée par l'impérialisme, son « aide » militaire et économique (épaulée à distance par la bureaucratie soviétique), jointe à la corruption et à l'incapacité chronique de la classe dominante autochtone, n'ont pu arrêter la désintégration économique ni une nouvelle chute catastrophique du niveau de vie des masses, pourtant déjà très bas à la fin de l'ère Sukarno. C'est de l'évolution objective qu'est issue l'impulsion qui a permis la reprise de la lutte, sous une forme armée.

Le P.K.I. a été décapité ; il a perdu la plupart de ses cadres dirigeants ; mais ses cadres moyens étaient trop nombreux pour pouvoir être exterminés. Parmi ces cadres s'opère aujourd'hui un processus de différenciation et de regroupement. Tandis qu'une aile défaitiste et droitière tire de la faillite de la politique d'Aidit des conclusions

dans un sens néo-khrouchtchevien, la majorité des cadres survivants s'orientent vers la gauche, vers la nécessité de la lutte armée. Les cadres marxistes révolutionnaires doivent participer à fond à ce tournant, l'appuyer de toutes leurs forces, stimuler un examen critique de toutes les erreurs de la ligne Aidit — celles inspirées par Moscou comme celles inspirées par Mao — et, par la constitution de leur propre noucou, contribuer à la naissance d'une nouvelle direction de la révolution indonésienne.

Avec la conférence de l'O.L.A.S., une étape a été franchie également vers la création d'une nouvelle direction révolutionnaire en Amérique latine. Un document séparé étudie toutes les leçons des dix années de lutte qui se sont déroulées en Amérique latine depuis la victoire de la révolution cubaine. Il suffit de rappeler ici la faillite lamentable de la direction bourgeoise-nationale et petite-bourgeoise nationaliste du mouvement traditionnel des masses (A.D. au Venezuela, A.P.R.A. au Pérou, M.N.R. en Bolivie, péronistes en Argentine, « libéraux » en Colombie), l'effondrement du gouvernement Goulart au Brésil et l'intégration de l'équipe Vandor dans la dictature militaire argentine en étant sans doute les exemples les plus typiques. Pris entre le feu de la révolution cubaine d'une part et la pression de l'impérialisme de l'autre, ces forces se sont partout alliées aux tendances pro-impérialistes, non sans subir dans ce processus des scissions continues et un rétrécissement de leur base populaire.

N'ayant pas changé fondamentalement leur politique, les P.C. poursuivent la chimère de « l'alliance avec la bourgeoisie nationale » et d'une « voie constitutionnelle » vers la libération de l'emprise impérialiste. Même lorsque la pression de la base les a obligés à faire un tournant vers la lutte armée (comme ce fut le cas au Venezuela, en Colombie et au Guatemala), ce tournant fut épisodique, partiel, pragmatique et ils tendent à retrouver une stratégie d'ensemble dominée par la « coexistence pacifique ». Les conflits de plus en plus nombreux de ces P.C. avec la direction cubaine et les partisans locaux de l'orientation révolutionnaire, attestent la profondeur de cette contradiction.

La direction fidéliste, qui a cherché un moment, avant et lors de la conférence tricontinentale, à œuvrer à travers les partis communistes traditionnels, afin d'engager le maximum de forces sur son orientation pour une lutte armée déclenchée dans une série de pays à la fois, et pour une révolution socialiste à l'échelle continentale a tiré le bilan de l'incapacité congénitale des P.C. latino-américains dans leur ensemble à se réintégrer dans le processus révolutionnaire en cours. D'où le caractère d'autonomie par rapport aux P.C. traditionnels donné à la conférence de l'O.L.A.S. ; d'où la tentative de regrouper, au niveau national et continental, toutes les forces révolutionnaires, sans exclusive aucune, qui sont prêtes à s'engager dans la lutte révolutionnaire et à accepter à la fois le caractère socialiste de la révolution latino-américaine, sa nature continentale, et le rôle prédominant qu'y joue la lutte armée.

Les conceptions initiales de la direction fidéliste en matière de stratégie et de tactique de la lutte armée ne sont pas restées statiques. A la lumière d'une expérience douloureuse et chèrement acquise, une série de modifications a été introduite. La plus importante d'entre elles comporte la reconnaissance que les premières espérances d'une victoire rapide dans un certain nombre de pays se sont montrées exagérément optimistes, que la lutte doit être conçue comme devant être de longue durée, et que l'impérialisme avait tiré des leçons, ce qui augmentait les difficultés de la guerre des guérillas. L'idée formulée par la direction fidéliste selon laquelle il fallait faire une distinction entre des conditions généralement révolutionnaires et une situation révolutionnaire favorisant un soulèvement, présente un intérêt particulier.

Les Cubains ont également développé une conception stratégique plus complexe que l'idée initiale d'un « foyer de guérillas » déclenchant un renversement réussi d'un gouvernement réactionnaire et de l'Etat bourgeois. Cette conception inclut maintenant la nécessité d'organiser un soutien de masse dans la paysannerie et d'élargir la lutte armée pour qu'elle englobe de larges couches de la population urbaine. Ce sont des progrès importants. Il manque encore une appréciation marxiste révolutionnaire de la nécessité d'un programme de transition pour les masses des villes afin de mettre en mouvement ces forces explosives au travers de leurs propres besoins. De même, il manque encore une appréciation marxiste du rôle qu'un parti comme celui des bolcheviks pourrait jouer pour que la lutte se termine victorieusement le plus rapidement possible.

La révolution arabe avait subi un coup d'arrêt sévère avec le début de repli de la révolution algérienne, antérieurement à la chute de Ben Bella. La possibilité d'un nouveau développement progressif était apparu en 1966-67 en Syrie, et afin de l'étouffer l'agression israélienne de juin 67 a été déclenchée. La défaite subie par l'Egypte et la Syrie dans cette guerre d'agression a accentué momentanément le poids des gouvernements réactionnaires arabes. Mais elle a en même temps accentué la prise de conscience anti-impérialiste des masses, ce qui a amené celles-ci à agir de manière autonome, pour la première fois depuis dix ans, en Egypte.

La reprise révolutionnaire la plus prometteuse qui se dessine actuellement dans le monde arabe se produit en Palestine. La lutte révolutionnaire menée par les masses urbaines et rurales d'Aden et du Sud-Yemen qui leur a permis de chasser par leur action l'impérialisme, les cheiks semi-féodaux et la plupart des instruments du néo-colonialisme ; la guérilla déclenchée par les masses palestiniennes dans les territoires occupés par Israël a provoqué un regain d'espoir et d'enthousiasme révolutionnaires dans l'ensemble du monde arabe. La consolidation exige à la fois la formation de cadres révolutionnaires beaucoup plus trempés et conscients que ceux de la décennie 1956-1966, et l'extension et la centralisation de la lutte à des secteurs de plus en plus larges de l'ensemble du monde arabe.

En fait, on assiste actuellement au crépuscule de la génération révolutionnaire arabe qui était dominée par le nassérisme d'essence bourgeoise « nationale » et le baasisme d'essence petite-bourgeoise. Les conditions mûrissent pour la formation d'un véritable parti de la révolution arabe, se basant sur le marxisme révolutionnaire, combinant une orientation résolument anti-impérialiste avec un véritable internationalisme prolétarien, ce qui faciliterait la solution du problème israélien et du problème kurde. Les éléments de ce parti ne se rassembleront pas seulement parmi les combattants palestiniens et yéménites, mais encore dans l'avant-garde estudiantine et ouvrière marocaine, algérienne, tunisienne, égyptienne, syrienne et irakienne qui dresse actuellement le bilan des expériences et des échecs des P.C. traditionnels, du nassérisme et du Baas.

En Afrique noire, l'initiative était également passée pendant toute une période à l'impérialisme et à ses agents néo-colonialistes. Les coups d'Etat militaires ont en général maintenu sinon renforcé les structures néo-colonialistes. Le renversement de Nkrumah au Ghana, l'élimination d'Odinga Oginga au Kenya, les changements de régime au Mali et au Congo-Brazzaville, marquent de sérieux virages à droite dans les gouvernements de ces pays. La proclamation unilatérale d'indépendance par les colons blancs du Zimbabwe (Rhodésie du sud), le renforcement du régime d'apartheid et de la répression semi-fasciste en Afrique du sud, sont autant d'indices du temps d'arrêt subi par la révolution africaine au cours des dernières années. La paralysie croissante de l'O.U.A., voire sa transformation en instrument néo-colonialiste, couronnent en quelque sorte cet arrêt temporaire.

Simultanément se sont pourtant rassemblées des forces dont l'action commande aujourd'hui les chances de reprise de la révolution africaine. La consolidation des guérillas en Guinée dite portugaise et en Erythrée, leur reprise en Angola et au Mozambique, leur première apparition au Zimbabwe et le courant de plus en plus favorable à la lutte des guérillas au sein du mouvement anti-apartheid en Afrique du sud, en sont l'expression la plus nette.

Les particularités de la société africaine impliquent que la survivance du tribalisme et le caractère rudimentaire de la bourgeoisie créent une faiblesse endémique du néo-colonialisme mais placent en même temps des obstacles supplémentaires sur la voie d'une révolution véritablement anticapitaliste. Sous la protection du néo-capitalisme, l'accumulation privée des capitaux s'est poursuivie à un rythme accéléré dans presque tous les pays d'Afrique noire. La séparation de classes sociales modernes des anciennes structures tribales a été favorisée par ce processus, ainsi que le démontre avec une netteté particulière la sécession au Biafra organisée par les forces bourgeoises utilisant en leur faveur les structures tribales et les craintes de leurs membres.

Cela ne peut qu'accentuer l'importance que revêt la révolution sud-africaine, la seule qui puisse s'appuyer sur une masse prolétarisée d'ouvriers et de paysans largement détribalisés dans le creuset de l'exploitation capitaliste et de l'oppression de l'apartheid. L'importance historique de toutes les luttes armées actuellement en cours sur le continent africain, et qui s'étendent lentement vers le sud, est de préparer, de faciliter et de stimuler l'éclatement de la révolution sud-africaine, en partant de la guerre des guérillas.

La révolution indienne est appelée à jouer un rôle capital dans la progression de la révolution coloniale au cours des années soixante-dix. La défaite électorale du Parti du Congrès en 1967 avait exprimé la faillite de la direction traditionnelle des masses indiennes, établie depuis le début de la lutte pour l'indépendance contre l'impérialisme britannique. En vain la bourgeoisie indienne a-t-elle essayé de freiner la désintégration de son pouvoir par deux aventures militaires, contre la Chine et contre le Pakistan, destinées à provoquer un climat chauvin d'« unité nationale » dans le pays. Egalement en vain s'est-elle efforcée de préparer des directions bourgeoises de rechange, de « droite » avec le Parti Swatantra et le Janh Sang, de « gauche » avec le Bangla Congress (cherchant à gouverner en coalition avec les partis ouvriers opportunistes). La crise sociale s'avère plus puissante que les manœuvres politiques. La chaudière indienne, où bouillonnent des forces si violentes, s'approche inexorablement du point d'explosion.

L'industrialisation de l'Inde ne peut pas être considérée comme un échec complet, malgré la récession industrielle en cours depuis plus de deux ans. Les forces productives se sont développées dans l'industrie. Le prolétariat s'est accru en nombre et en qualification. Les villes ont poursuivi leur croissance monstrueuse. Mais la propagande quant à la nature « socialiste » ou « non socialiste » de cette industrialisation était une fraude et une farce. En réalité, on est en présence d'un processus classique d'accumulation primitive au profit de la bourgeoisie indienne. Dans le contexte mondial d'aujourd'hui, cette accumulation primitive du capital a reproduit sur une échelle plus large des phénomènes concomitants à ce processus en Europe aux XVII^e et XIX^e siècles : destruction de la petite propriété paysanne, dépossession de dizaines de millions de familles rurales de leurs moyens de production agricoles ou artisanaux, exode rural accéléré, endettement de plus en plus lourd de la masse du peuple, bas salaires, chômage accru et misère généralisée du prolétariat et du sous-prolétariat urbains, parqués dans d'infâmes taudis ou vivant à la belle étoile, et périodiquement exposés à la famine.

La question la plus explosive aujourd'hui en Inde est la question agraire, celle des travailleurs agricoles ne travaillant qu'un jour sur trois, des paysans déposés de leurs terres, des petits fermiers et propriétaires écrasés par la rente, l'impôt et l'usure. La question technique de l'irrigation — dont dépend l'essor de la production de vivres — ne pourra être résolue aussi longtemps que la question sociale ne le sera pas. La révolution en Inde, c'est avant tout le soulèvement de ces dizaines de millions de travailleurs et de paysans pauvres dans les villages.

Mais il ne suffit pas que se produise un soulèvement paysan ; il faut encore qu'il débouche sur un renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, sur la création d'un pouvoir de type soviétique qui, seul, pourrait réaliser et consolider à l'échelle de cet immense sous-continent la confiscation des terres des propriétaires fonciers et des capitalistes, l'annulation des dettes, le partage des terres en faveur des paysans pauvres, la création des premières coopératives de production par des salariés agricoles. L'expérience historique a montré que toute alliance avec l'aile « libérale » ou « gauche » de la bourgeoisie, toute acceptation de la voie électorale ou parlementaire, toute confusion quant à la nature de l'Etat et du gouvernement résultant de la révolution, ne permet pas la solution de ces tâches brûlantes.

Le P.C. de Dange, suivant les instructions du Kremlin qui veut maintenir une alliance politique avec la Nouvelle-Delhi et pérorant sur la « voie de développement non-capitaliste » choisie par « des milieux dirigeants » du parti du Congrès, s'est depuis longtemps embourbé dans la collaboration de classe avec la bourgeoisie indienne.

Le P.C. dit « de gauche » (L.C.P.), sur lequel s'était reporté l'espoir des masses et qui les dirige dans les deux Etats névralgiques du Bengale et de Kerala, a imité Dange en matière de coalition avec la bourgeoisie, n'ayant pas hésité à participer à des gouvernements de coalition dans le cadre de l'Etat bourgeois, à aider au maintien de « l'ordre » bourgeois contesté par des masses affamées, et même à exercer la répression contre celles-ci. Des crises politiques, sociales et économiques des dernières années naît une nouvelle avant-garde révolutionnaire. Les cadres issus de l'aile gauche du L.C.P. auront à y apporter une contribution importante. Le S.W.P., section indienne de la IV^e Internationale, y œuvre par la clarification programmatique, la sélection des cadres et l'exemple de luttes de type nouveau.

Car si cette avant-garde peut naître de la clarification programmatique, elle naîtra avant tout de la lutte directe des masses. Celle-ci avait atteint un stade semi-insurrectionnel dans les grands combats contre la famine en 1966.

Les premières étincelles du soulèvement paysan ont été jetées dans la lutte à Naxalbari en 1967. Elle devra être soigneusement préparée, amplifiée, radicalisée, organisée par les révolutionnaires jusqu'à donner naissance à des organes de dualité de pouvoir : comités de paysans et d'ouvriers armés.

Sans doute sur un territoire aussi vaste que celui de l'Inde, cette dualité de pouvoir prendra également un caractère de séparation géographique. L'inégalité du développement entre les différentes parties du pays rend un tel éclatement de l'Union probable pendant une première phase, des forces réactionnaires s'efforçant d'ailleurs de faire du régionalisme un dernier rempart contre la révolution, surtout dans les régions moins frappées par la famine, telle la région de Bombay. Mais, dans le monde d'aujourd'hui, la révolution indienne trouvera des alliés plus puissants que la révolution chinoise n'a pu en rencontrer au cours des années vingt et trente, et la résistance des classes possédantes sera d'autant plus faible que les rapports de force ont été profondément modifiés à l'échelle mondiale et continuent de se modifier en faveur de la révolution.

La révolution pakistanaise sera le plus sûr allié de la révolution indienne. Une des armes principales de la bourgeoisie indienne pour maintenir son contrôle sur des parties importantes des masses laborieuses de son pays, a été dans le passé le chauvinisme antichinois et antipakistanaï. La dictature d'Ayoub Khan, malgré son flirt temporaire avec Pékin, facilitait objectivement ces manœuvres de diversion. La montée du mouvement étudiant au Pakistan depuis novembre 1968 a profondément modifié la situation. Sa lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques a déjà remporté d'importants succès. Il a réussi, en février 1969, à provoquer une série de grèves ouvrières qui ont changé qualitativement la nature de la lutte, ce qui s'est traduit par la chute d'Ayoub Khan. C'est la première fois que l'alliance des étudiants et des ouvriers a renversé un régime. Le coup d'état militaire qui a suivi ce succès ne sera pas capable d'étouffer longtemps le mouvement. Avec l'entrée en action de secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière (avant tout les cheminots), des mots d'ordre ouvertement anticapitalistes ont fait leur apparition au Pakistan. Cette poussée révolutionnaire au Pakistan coïncidant avec la nouvelle défaite électorale du congrès aux élections partielles du début de 1969 ne pourra pas ne pas accélérer le mûrissement de la crise révolutionnaire au Bengale.

VI. — La crise du mouvement ouvrier traditionnel et l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune dans les pays impérialistes

Avant que la longue période d'expansion de l'économie impérialiste ne s'achève, les contradictions sociales s'étaient lentement exacerbées dans les pays d'Europe occidentale. La haute conjoncture elle-même avait créé la possibilité de revendications salariales relativement élevées, grâce à un plein emploi prolongé. Ces hausses salariales s'ajoutaient aux facteurs mentionnés plus haut pour saper le taux moyen de profit. Les réactions patronales allaient dans deux directions : a) la limitation croissante de la liberté d'action des syndicats en imposant une « politique des revenus », une limitation volontaire ou légale des augmentations de salaires, une « économie concertée » ; b) l'automation accélérée et les restrictions de crédit intervenant à des moments précis pour reconstituer l'armée de réserve industrielle, affaiblir les réactions ouvrières et semer le désarroi et la peur dans les rangs des travailleurs, craignant les licenciements massifs.

Un mouvement ouvrier vigoureux et agressif, disposant d'un programme de revendications transitoires préparé précisément pour de telles situations, ayant éduqué les travailleurs dans un esprit anticapitaliste résolu et conservé intacte la capacité de réaction et de mobilisation militante de la classe ouvrière, aurait pu tirer profit de la fin de la période de plein emploi en Europe occidentale pour porter des coups très durs au régime capitaliste. Exprimant un mépris croissant à l'égard d'un régime obligé de détruire lui-même ses propres mythes et les illusions qu'il avait répandues, les travailleurs auraient pu refuser le chômage et le blocage des salaires, déclencher des grèves et des manifestations puissantes, occuper les usines, obliger les gouvernements à reculer, créer une situation objectivement prérévolutionnaire ou même révolutionnaire.

Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, les marxistes révolutionnaires, en prévision de ce retournement de la situation objective, avaient concentré pendant des années leurs efforts sur la possibilité de telles ripostes à l'offensive généralisée du grand capital. Ils avaient compris que ces ripostes exigeaient non seulement un programme et une orientation politique correcte, des cadres et une organisation révolutionnaire luttant pour une nouvelle direction révolutionnaire, mais encore un enracinement suffisant dans le mouvement de masse et l'existence de courroies de transmission organisationnelles suffisantes pour entraîner de larges masses dans la voie d'une riposte décidée, cohérente et généralisée à l'offensive capitaliste.

L'intégration de plus en plus prononcée de la bureaucratie réformiste dans le régime capitaliste, la transformation sociologique d'une partie de son appareil qui, abandonnant sa base de masse dans le mouvement ouvrier, s'appuie de plus en plus exclusivement sur l'appareil d'Etat bourgeois lui-même, l'évolution droitiste et la social-démocratisation progressive des partis communistes khrouchtcheviens, l'impuissance politique et les hésitations centrées de l'aile gauche de la bureaucratie syndicale, avaient encore une fois réussi à détruire dans une large mesure les chances d'une nouvelle relance du mouvement ouvrier dans plusieurs pays d'Europe occidentale pendant la période 1963-1967. Le résultat en était clair. L'offensive patronale avait dans ces pays réussi à

imposer une réapparition massive du chômage, sans réactions violentes de la classe ouvrière. Jointes aux effets de cette victoire patronale, les conséquences objectives du chômage avaient désarçonné et démoralisé certaines couches du prolétariat. Ce désarroi y avait affaibli les positions syndicales et électorales du mouvement ouvrier, déterminé une évolution politique vers la droite et renforcé des tendances d'extrême-droite, racistes ou chauvines, se nourrissant en partie de la démoralisation de couches marginales de la classe ouvrière.

L'impuissance de la C.G.I.L. et de la C.G.T. à réagir de manière tant soit peu cohérente contre les effets des récessions italienne et française de 1964-65 était déjà significative. Deux ans plus tard, les mouvements ouvriers britannique et ouest-allemand se trouvaient devant la même épreuve, mais à une échelle beaucoup plus large. La politique Wilson, bloquant les augmentations de salaires et reconstituant l'armée de réserve industrielle, ne provoqua que des réactions fragmentaires et en ordre dispersé. La grave crise de la Ruhr qui éclata en Allemagne occidentale ne provoqua pas la moindre réaction du mouvement ouvrier. Pis encore, en entrant dans la « grande coalition », la social-démocratie allemande vint au secours du capitalisme au moment même où, après vingt années de succès économiques qui avaient profondément impressionné les masses laborieuses, il commençait à révéler une fois de plus sa faillite historique.

Cependant, au même moment où le mouvement ouvrier traditionnel subsistait un nouveau fléchissement dû à la trahison des appareils bureaucratiques réformistes et khrouchtcheviens, une nouvelle génération de militants sur laquelle ne pèse nullement le poids du scepticisme et de la démoralisation engendrés par les défaites et les échecs des générations précédentes fit bruyamment son apparition sur la scène politique d'Europe occidentale. Jeunes étudiants dans la plupart des pays, mais aussi jeunes ouvriers qui ont apporté un ton plus combatif et plus dur aux grèves de Besançon, du Mans et de Caen, en France, et de la Fiat et de la Pirelli en Italie, ainsi qu'aux manifestations contre le trust monopoliste de la presse Springer au lendemain de l'attentat contre Dutschke en Allemagne occidentale. Cette nouvelle génération dispose d'une liberté d'initiative et d'action beaucoup plus grande, du fait qu'elle échappe dans une très large mesure à l'emprise des organisations traditionnelles. La montée révolutionnaire de mai 1968 en France en est une démonstration éclatante.

La IV^e Internationale analyse dans d'autres documents les origines sociales, économiques et politiques de la formation de cette nouvelle avant-garde jeune, qui représente un phénomène universel. En Europe occidentale, elle a des origines diverses : mouvements de contestation de l'Université bourgeoise, provenant de la crise accentuée de celle-ci à l'âge de l'explosion universitaire et de l'actuelle révolution technologique ; mouvements de contestation anti-impérialistes, surtout enthousiasmés par la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain, et par la révolution cubaine ; opposition virulente à l'atmosphère repue, hypocrite et ultra-conformiste de la génération installée dans le néo-capitalisme de la « société de consommation » ; etc. Tous ces mouvements, malgré leur composition de classe et leurs contradictions politiques et théoriques, ont abouti sur une large échelle à une prise de conscience anticapitaliste et révolutionnaire. Il est du devoir des marxistes révolutionnaires de participer dans les premiers rangs à l'action directe qui joue un rôle capital dans la formation de cette avant-garde, en s'efforçant en même temps de clarifier le contenu des expériences accomplies et de donner une perspective d'ensemble qui débouche sur la participation de nouvelles avant-gardes à la lutte révolutionnaire du prolétariat pour la conquête du pouvoir.

Le fait que son apparition ait coïncidé avec un nouvel affaiblissement des organisations ouvrières traditionnelles avait augmenté incontestablement le danger de phénomènes négatifs dans les rangs de cette jeunesse ardente : scepticisme à l'égard des possibilités révolutionnaires objectives du prolétariat occidental ; tiers-mondalisme ; aventurisme de type anarchisant ; refus de prendre en considération la nécessité d'entraîner des masses de plus en plus larges dans l'action anti-impérialiste et anti-capitaliste. Les idéologies de Fanon, de Marcuse et de Sweezy ne sont que des adaptations à pareille mentalité qui est objectivement de type petit-bourgeois, même si elle est inspirée par des mobiles révolutionnaires sincères. Même l'engouement passager d'une partie de l'avant-garde jeune pour la « grande révolution culturelle chinoise » et le maoïsme n'ont reflété au fond que la même mentalité de scepticisme à l'égard des possibilités révolutionnaires du prolétariat occidental.

Mais la vie elle-même, ainsi que la logique implacable de la lutte de classe, a fourni rapidement aux jeunes générations l'expérience nécessaire qui leur a démontré qu'elles s'enfermeraient dans une impasse si elles restaient sur la lancée de ces conceptions « élitistes ». Partout, en Allemagne occidentale, en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, au Danemark, après une première phase d'actions de protestation et de révolte centrée sur des objectifs purement politiques ou universitaires,

l'avant-garde estudiantine redécouvre la nécessité de s'orienter vers les usines et vers le prolétariat, d'établir une alliance solide avec l'avant-garde des lycéens et des élèves des écoles professionnelles d'abord, des jeunes ouvriers ensuite, qui servent à réunifier la révolte estudiantine et la révolte ouvrière. Ne pas adopter une position de polémique stérile et paternaliste, ne pas agir avec ultimatum, défendre fermement et créativement le marxisme, et surtout impulser des initiatives concrètes et rechercher des formes nouvelles d'action vers les entreprises, telle est la tâche des marxistes révolutionnaires confrontés avec ce problème crucial d'unifier l'avant-garde estudiantine et l'avant-garde ouvrière.

Le ralentissement de la croissance économique, la réapparition du chômage massif et surtout du chômage des jeunes, l'apparition d'une nouvelle avant-garde, le déclin de la social-démocratie, l'usure et la crise de plus en plus manifeste de la démocratie bourgeoise, l'affaiblissement de l'emprise du P.C. sur la jeunesse ouvrière en France et en Italie se conjuguent pour créer une situation beaucoup plus instable dans toute l'Europe occidentale, dont la montée révolutionnaire en France en mai 1968 est la première expression la plus nette. La dynamique de l'expansion de cette montée révolutionnaire au reste de l'Europe occidentale dépendra à la fois des péripéties et de l'issue de la crise française, de ses répercussions tant sur le plan objectif (facteurs qui entraveraient la reprise économique et accentueraient la crise du système monétaire international) que subjectif (puissant effet stimulateur de l'activité de la nouvelle avant-garde jeune dans le reste de l'Europe ; approfondissement de la crise des partis traditionnels du mouvement ouvrier), et de la manière dont l'aile marchante de l'avant-garde résoudra dans chaque pays le problème spécifique de l'action pouvant entraîner de larges couches ouvrières dans la lutte anti-capitaliste.

A ce propos, des différences assez nettes sont apparues dans l'évolution des principaux pays capitalistes d'Europe. En Italie, on n'a pas seulement assisté à une reprise massive de larges luttes ouvrières dès 1968, mais il y a eu radicalisation très nette d'une importante avant-garde ouvrière, qui s'est exprimée tant par l'adoption de formes de lutte plus avancées et la multiplication de manifestations militantes, que par des initiatives ouvrières importantes échappant au contrôle de la bureaucratie du P.C. De ce point de vue, la situation est même plus avancée en Italie qu'elle ne l'était en France à la veille de mai 1968. Mais la contradiction principale de cette montée réside dans le fait que la combativité croissante des masses ne rencontre encore aucun pôle d'attraction politique sur la gauche du P.C., capable de coordonner ces multiples initiatives et de les conduire vers des objectifs anti-capitalistes transitoires précis.

En Grande-Bretagne, si le mécontentement à l'égard de la politique cyniquement anti-ouvrière et anti-syndicale du cabinet Wilson est universel dans les masses laborieuses, leur combativité encore tout récemment n'avait pas dépassé le stade des escarmouches au niveau des entreprises. Les grèves politiques du 27 février et du 1^{er} mai 1969 contre la politique gouvernementale représentent cependant un important pas en avant à ce sujet. Le rythme très lent de radicalisation des travailleurs permet ainsi d'une part aux leaders syndicaux « de gauche » de se cantonner dans une opposition purement verbale à la politique de Wilson, tandis qu'il pousse d'autre part une couche croissante de la jeunesse estudiantine et ouvrière à chercher en dehors des cadres traditionnels du mouvement ouvrier un exutoire pour son désir de se battre avec tous ses ennemis. Ainsi s'explique le succès étonnant de la manifestation pour le Vietnam d'octobre 1968. En l'absence de toute direction politique de rechange par rapport à Wilson au sein du mouvement ouvrier, c'est le parti *tory* qui risque de profiter politiquement du début de la crise politique précipitée par une première désaffection de la classe ouvrière britannique par rapport aux structures réformistes et parlementaires traditionnelles du pays. La montée des grèves, bien qu'encore modeste, pourrait cependant créer la possibilité d'entamer la construction d'une direction ouvrière de rechange.

L'Allemagne occidentale reste le grand pays capitaliste d'Europe relativement le plus stable, tant par une puissance industrielle et financière dépassant largement celle de tous ses concurrents européens que par un niveau de conscience et de combativité des masses laborieuses plus bas que dans les autres pays européens importants, en fonction de tout le passé tragique de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier allemand au cours des quarante dernières années. Le fossé qui sépare la nouvelle avant-garde jeune de la masse ouvrière est, de ce fait, beaucoup plus prononcé dans ce pays que dans le reste de l'Europe. Cependant, même en Allemagne occidentale, les effets de la récession de 1966-1967 et de l'activité de l'avant-garde estudiantine ont fini par provoquer des remous au sein de la jeunesse ouvrière, ce qui a provoqué en automne 1968 des congrès syndicaux plus turbulents qu'on en avait vus depuis longtemps dans ce pays. Le gouvernement ouest-allemand a autorisé la

réapparition d'un P.C. légal à ce moment précis, non point sous une pression très forte des masses, mais plutôt pour créer préventivement une force de division et de modulation de la nouvelle avant-garde.

Partout, y compris en Allemagne, la modification du climat social et politique a provoqué une crise de direction profonde des formations politiques traditionnelles, tant bourgeoises qu'ouvrières. Cette crise qui implique même dans un pays comme la Grande-Bretagne la crise d'un système de partis qui s'est avéré stable depuis plus d'un demi-siècle, durera plusieurs années. Pour le moment, les rapports de force entre les classes ne permettent pas à la bourgeoisie d'appliquer des solutions anti-ouvrières radicales à cette crise. Les premiers effets de la montée révolutionnaire en France et du ralentissement de la croissance économique internationale du capitalisme joueront donc dans le même sens.

Mais, à plus long terme, la crise politique qui frappe l'Europe capitaliste (et dont la crise de « l'unification » européenne capitaliste n'est qu'un aspect) ne peut rester sans issue, surtout si elle coïncide avec une nouvelle détérioration de la situation économique. Les marxistes révolutionnaires doivent être conscients du fait que si les assauts répétés de la classe ouvrière restent sans résultat révolutionnaire décisif, celle-ci finira par se lasser et par se décourager, et dans ces conditions, des coups de force bourgeois pour instaurer, consolider ou durcir des « Etats forts », ne sont pas seulement possibles mais même inévitables dans plusieurs pays.

La Grèce, le Portugal et l'Espagne représentent des cas particuliers dans le capitalisme européen. Bien qu'ils aient, à titre divers, également profité de la longue période d'essor de ce capitalisme, depuis le « boom de la guerre de Corée », et qu'ils aient traversé dans des proportions diverses un processus d'industrialisation — qui n'a vraiment abouti à un changement profond de la structure économique qu'en Espagne — ils renferment tous trois des contradictions explosives de nature différente de celles des autres pays capitalistes d'Europe. Au Portugal, ces contradictions sont restées souterraines pendant toute la dernière décennie ; le poids des guerres coloniales les amènera lentement à la surface. En Grèce, le mouvement des masses, en montée pendant plusieurs années, avait fait explosion violente dans la rue lors du renvoi du gouvernement Papandréou par le roi en 1965. Une situation pré-révolutionnaire s'y était créée, que les directions bourgeoises-libérales et krouchtcheviennes du mouvement des masses ont réussi à étouffer. L'instabilité fondamentale qui en est résultée a amené une aile de la bourgeoisie (banquiers et armateurs) à instaurer une dictature militaire. L'établissement de cette dictature, sans réactions violentes des masses, constitue, elle aussi, une défaite pour la classe ouvrière européenne. Mais il s'agit d'une défaite partielle et temporaire, et non d'une défaite décisive comme le fut le triomphe des nazis en 1933 ou la défaite de la révolution espagnole de 1936-39. La dictature instaurée par un putsch militaire typique et réalisée d'après le « plan Promothée » de l'O.T.A.N., ne dispose d'aucune base de masse comparable à celle des régimes fascistes. Il s'agit d'une dictature militaire bonapartiste qui utilise certaines méthodes fascistes. L'organisation lente et tenace d'un mouvement de résistance s'orientant d'abord vers la résistance armée, ensuite vers une solution non seulement anti-monarchiste mais résolument anti-capitaliste, créera de toute manière une menace permanente pour le règne du Capital dans le sud-est de l'Europe, et sera stimulée par la montée révolutionnaire dans le reste de l'Europe.

Cependant c'est en Espagne que le mûrissement de conditions pré-révolutionnaires est le plus avancé dans l'Europe méridionale. La lente décomposition du régime franquiste, qui dure maintenant depuis près d'une décennie n'a pu déboucher sur des solutions « constitutionnelles » ou « européennes », non pas avant tout à cause de la résistance des restes de l'ancien appareil phalangiste mais du caractère par trop explosif des contradictions sociales, qui fait que même des élections municipales, la liberté de presse et la liberté syndicale représentent aux yeux du capitalisme espagnol des menaces trop grandes pour la survie du système. On n'a donc pas assisté à la « libéralisation » graduelle et à la « légalisation » progressive de « l'opposition », espérée non seulement par la bourgeoisie libérale, la petite bourgeoisie, les démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates mais encore par le P.C. On a au contraire assisté à un renforcement progressif du mouvement ouvrier et du mouvement estudiantin auquel le régime a répondu par une répression de plus en plus dure, qui a abouti à la proclamation de l'état d'urgence au début de 1969. C'est en vain que démocrates-chrétiens, réformistes et P.C. ont tenté de désamorcer le caractère explosif de l'opposition de masse en voulant la canaliser vers des voies exclusivement syndicales et semi-légales. A la répression plus dure du gouvernement, les masses ont opposé la seule riposte efficace, à savoir l'élargissement de l'action et la radicalisation de ses formes. De cette manière, en Espagne aussi, la nouvelle avant-garde jeune qui s'est aguerrie dans les Universités a pu jouer et jouera encore un rôle important pour cristal-

liser, au sein des « comisiones obreras », un courant résolument favorable à une action débordant le cadre purement syndical et s'orientant vers une action révolutionnaire pour le renversement du franquisme et du capitalisme.

L'interaction entre l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune et la libération progressive du mouvement ouvrier de l'emprise paralysante des vieux appareils réformistes et khrouchtcheviens se manifeste également au Japon et aux Etats-Unis. Elle commence à agir dans le même sens au Canada et en Australie.

Au Japon le mouvement ouvrier, confronté avec une croissance exceptionnellement rapide du capitalisme dont la fin ne coïncidera pas nécessairement avec celle de la longue période d'expansion en Europe occidentale et aux Etats-Unis, s'est jusqu'ici cantonné dans une combinaison de propagande maximaliste et de pratique strictement limitée aux revendications immédiates. Il en est résulté une crise croissante, qui a déchiré autant le P.S. que le P.C., et a ses répercussions également au sein de la S.O.H.Y.O. Une mutation de toute la pratique syndicale est sans doute imposée par l'évolution de la structure économique elle-même, et le poids croissant qu'y exerce l'industrie hypermoderne dont la technologie est des plus avancée.

L'avant-garde étudiante qui s'était surtout cristallisée dans la lutte anti-impérialiste en 1960 d'abord, contre la guerre du Vietnam ensuite, a pu surmonter les effets de la scission du Zengakuren qui l'avait affaiblie pendant plusieurs années. Ses actions de plus en plus militantes sur le plan universitaire, contre les bases américaines et pour le retour d'Okinawa au Japon ont fini par entraîner des couches de jeunes ouvriers et même par influencer des couches de paysans. La tâche des marxistes-révolutionnaires japonais consiste à participer à ces luttes et à les impulser, tout en s'efforçant de leur donner une orientation anti-capitaliste précise : la construction d'un parti révolutionnaire qui vise à conduire le prolétariat japonais vers la prise du pouvoir par la voie révolutionnaire.

Mais c'est aux Etats-Unis que le développement de la révolution mondiale peut être le plus profondément affecté par l'interaction entre la lutte de libération noire, la nouvelle avant-garde jeune et une classe ouvrière réveillée. Pendant plus de deux décennies à la suite du boom fiévreux du temps de guerre, le capitalisme américain a joui d'un niveau élevé de stabilité économique. Ceci, joint aux années de McCarthyisme et d'adaptation criminelle de la bureaucratie syndicale à la politique étrangère du grand capital et à la politique de la machine du Parti démocrate, a provoqué un affaiblissement de la lutte de classe aux Etats-Unis. La classe ouvrière américaine dans son ensemble est restée relativement passive sur le front économique et n'a pas répondu au besoin objectif de rompre avec le système des deux partis.

La première couche sociale qui commença à présenter un défi à la stabilité sociale et politique intérieure des Etats-Unis fut la communauté noire. Le défi commença surtout sur un plan juridique et parlementaire, en se centrant sur le système d'éducation discriminatoire et la ségrégation sociale. L'inefficacité de ces méthodes devenant de plus en plus évidente, la communauté noire se tourna vers l'action directe sous de nombreuses formes, y compris les boycotts, les piquets, les manifestations de protestation, les marches, etc. Ceci conduisit à des discussions sur les mérites relatifs de l'action « non violente » et de méthodes plus militantes, à un débat passionné qui fut symbolisé par les deux martyrs de la communauté noire, Martin Luther King et Malcolm X. Des soulèvements dans les ghettos injectèrent un nouvel élément dans le débat, le premier soulèvement massif étant celui de Watts. Un nouveau chapitre s'ouvrit ainsi dans la lutte de libération noire, comportant l'action concertée de tout un ghetto. Maintenant se trouve à l'ordre du jour le problème de donner une structure et une coordination à l'échelle nationale aux forces élémentaires qui se sont montrées d'une puissance si explosive dans la société américaine.

La lutte de libération noire a eu un effet majeur sur la lutte de classe aux Etats-Unis, et pourtant, dans un certain sens, cela ne fait que commencer, car elle n'a pas encore émergé sur l'arène politique comme une force propre. Ceci peut fort bien se produire dans la période qui vient, la rapidité avec laquelle le mot d'ordre « pouvoir noir » a été adopté étant extrêmement symptomatique.

Dans ce développement, deux forces motrices sont particulièrement à noter. La première est constituée par les changements radicaux dans l'industrie américaine — l'expansion de l'automation et le transfèrement massif des industries hors des vieilles régions industrielles — qui ont frappé le plus durement les couches les plus pauvres de la classe ouvrière américaine, en provoquant un chômage massif et durable dans les ghettos. La seconde est l'effet des révolutions africaine et cubaine, de la résistance du peuple vietnamien à l'agression de l'impérialisme américain, qui ont élevé la conscience des masses noires sur l'humiliation intolérable que la ségrégation raciale et l'absence de voix dans la direction du pays leur ont imposée.

La lutte de libération noire a attiré l'attention de la jeunesse rebelle des Universités des Etats-Unis et cette jeunesse a commencé à participer activement au combat. La lutte de libération noire a donc joué un rôle clé en aidant à radicaliser les campus. La révolution cubaine a fait progresser ce processus en attirant l'attention de la jeunesse la plus active et la plus critique sur des questions telles que le rôle de l'impérialisme américain dans le monde actuel, la tendance du monde colonial à se tourner vers la révolution, l'alternative historique entre la barbarie capitaliste et le système économique planifié du socialisme, la « coexistence pacifique » en opposition à l'expansion de la révolution, les « voies pacifiques et parlementaires au socialisme » en opposition à la lutte armée, etc. Finalement, l'escalade de l'intervention américaine dans la guerre civile au Vietnam a soulevé une révolte étendue dans les campus qui s'est cristallisée dans un mouvement anti-guerre qui, à son tour, a continué à s'approfondir et à s'étendre, et à être marqué par des mobilisations sur une échelle jamais vue auparavant dans le pays. Celles-ci ont eu un effet international, stimulant la lutte de classe dans d'autres pays, où elle était particulièrement ressentie par la jeunesse universitaire, et où elle a aidé à faire revivre l'esprit et la pratique de la solidarité internationale.

La combinaison d'une lutte de libération noire dynamique et d'une jeune génération tendant à mettre de plus en plus en question, bien que d'une manière encore confuse, l'idéologie capitaliste, les institutions capitalistes et la politique capitaliste, a engendré un profond processus de radicalisation aux Etats-Unis. Se fondant avec les conséquences économiques de la guerre et de l'inflation, la pression des progrès technologiques, la diminution des dépenses de sécurité sociale, l'opposition à la guerre et à la peur de ce à quoi elle peut mener, ceci est en train de secouer l'apathie des ouvriers blancs. De nombreux signes en sont apparus, tels la pression de la base sur la bureaucratie syndicale au cours des négociations des conventions, la disposition à faire grève, le début de participation d'un secteur de la bureaucratie syndicale dans le mouvement anti-guerre et une scission entre les ailes de la bureaucratie syndicale dirigées par Walther Reuther et Georges Meany. Les difficultés croissantes que le système capitaliste international ne manquera pas de subir dans la prochaine période en raison de la concurrence avivée, du système monétaire instable, des rivalités politiques, des développements révolutionnaires, etc., ne peuvent que contribuer à accélérer ce processus.

Ces glissements, ces changements et la montée de forces nouvelles qui menacent d'ébranler la stabilité politique et sociale de la société américaine comme jamais auparavant, ont provoqué des divergences au sein de la classe dirigeante américaine, notamment en ce qui concerne la tactique à suivre à propos de la guerre qu'elle a commencée au Vietnam. Mais, jusqu'à présent, cela n'est pas allé au-delà d'un effort pour réintégrer les secteurs de masse révoltés dans le système traditionnel des deux partis. Telle est la signification de la propagande de « paix » avancée par certains des candidats républicains et démocrates aux élections et de la politique consistant à fournir des postes supplémentaires dans l'administration à des Noirs susceptibles d'influencer un certain nombre d'électeurs. De tels gestes démagogiques peuvent avoir un effet de diversion à court terme, mais ne peuvent résoudre un seul des problèmes aigus qui engendrent la nouvelle radicalisation des masses aux Etats-Unis. Des concessions considérables seraient nécessaires pour apaiser le mécontentement montant pour une période longue. Mais celles-ci semblent exclues car elles nécessiteraient des changements considérables dans la structure du capitalisme américain et un recul immédiat considérable dans le domaine international. Avant tout, cela signifierait abandonner le rôle de gendarme mondial dans de nombreuses régions, sacrifiant les régimes réactionnaires vermoulus qui sont maintenant maintenus sur le globe par le Pentagone et le State Department, et permettant que de nouveaux progrès révolutionnaires soient accomplis par des peuples insurgés.

La période qui vient aux Etats-Unis sera orageuse et n'y manqueront pas de nombreuses occasions pour forger une solide alliance entre les masses noires, les millions de jeunes impatients dans les campus et la force la plus puissante de toutes, la classe ouvrière américaine.

VII. — La construction de la nouvelle direction révolutionnaire

Au cours des dernières années, les conditions dans lesquelles les marxistes révolutionnaires ont poursuivi avec obstination la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire se sont profondément améliorées, au point qu'on peut même parler

d'un certain changement qualitatif. Cette nouvelle direction n'a pas encore percé, mais une étape importante de renforcement quantitatif et de rajeunissement des cadres a été franchie, qui permettra un bond dans la phase suivante, si des erreurs politiques et organisationnelles sont évitées.

Concrètement, cette amélioration profonde des conditions de construction de la nouvelle direction révolutionnaire résulte de la coïncidence de la guerre au Vietnam, du tournant des dirigeants de la révolution cubaine vers la construction de nouvelles forces révolutionnaires en Amérique latine et de l'apparition quasi universelle de la nouvelle avant-garde jeune. Historiquement, ces facteurs reflètent un changement plus fondamental : un renforcement considérable des couches sociales agissant sur un plan ample et continu dans le sens de la révolution socialiste mondiale. Pour la première fois depuis la période 1945-1948, sinon pour la première fois depuis l'origine du mouvement trotskyste international, celui-ci a pu largement sortir de son isolement relatif. Dans de nombreux pays, il ne doit plus nager contre le courant, mais est poussé et propulsé par des courants populaires qui, s'ils restent largement minoritaires dans la société, sont déjà beaucoup plus larges que les organisations marxistes révolutionnaires proprement dites.

Le succès que la campagne mondiale contre les menaces de mort pesant sur Hugo Blanco avait remporté avait été un signe avant-coureur de ce changement ; on peut affirmer que cette campagne a sauvé la vie du leader révolutionnaire péruvien. La passivité des P.S. et des P.C. ainsi que celle des appareils syndicaux devant l'agression impérialiste contre la révolution vietnamienne, le caractère ultra-opportuniste et repoussant pour l'avant-garde jeune des molles campagnes khrouchtcheviennes pour la « Paix au Vietnam » ou pour des « négociations » créaient un vide organisationnel par rapport au besoin d'une opposition radicale à la sale guerre, et d'une solidarité agissante envers la révolution. Ce vide a été rempli dans de nombreux pays par des mouvements ad hoc ou jeunes au sein desquels les marxistes révolutionnaires ont pu jouer un rôle important et dans quelques cas décisif (mouvements anti-guerre aux U.S.A., au Canada, en Australie ; Zengakuren au Japon ; C.V.N. et J.C.R. en France ; S.D.S. en Allemagne occidentale ; V.S.C. en Grande-Bretagne ; Comité Vietnam en Belgique et au Danemark, etc.)

La montée révolutionnaire de mai 1968 a confirmé à la fois le changement qualitatif des rapports entre la nouvelle avant-garde et les organisations traditionnelles, et l'audience ainsi que les possibilités d'action considérablement élargies des marxistes révolutionnaires au sein de cette avant-garde. Jamais, depuis les origines de notre mouvement, celui-ci n'a pu avoir un impact sur les événements révolutionnaires dans un pays impérialiste comparable à celui qu'a eu la J.C.R. en mai 1968.

Le tournant à gauche effectué par la direction cubaine entre la « Tricontinentale » et la conférence de l'O.L.A.S. a créé la possibilité d'un front unique de toutes les tendances du mouvement révolutionnaire latino-américain qui sont d'accord sur l'orientation générale de l'O.L.A.S., possibilité dont les forces marxistes révolutionnaires ont pu profiter pour élargir leur champ d'action dans des pays comme l'Argentine, la Bolivie, le Pérou, le Chili et le Guatemala. La convergence entre le dernier message d'Ernesto Che Guevara et les thèses de la IV^e Internationale n'ont pas manqué de frapper des militants révolutionnaires dans de nombreux pays. Ce n'est pas un hasard si les militants et les organisations marxistes révolutionnaires ont été au premier rang de ceux qui ont lancé le mouvement international de solidarité avec « Che » et avec l'O.L.A.S. après l'assassinat du leader révolutionnaire et si, dans de nombreux pays, ils ont pratiquement été les seuls à le faire.

Le début de « déstalinisation » en U.R.S.S., le XX^e Congrès du P.C.U.S. le rapport Khrouchtchev, le conflit sino-soviétique avaient détruit de plus en plus des préventions anti-trotskystes dans le mouvement communiste et révolutionnaire international. Le rôle joué par les marxistes révolutionnaires dans la défense des révolutions algérienne et cubaine, leur participation au premier rang dans la défense de la révolution vietnamienne et dans l'extension de la révolution en Amérique latine ont fait que ces préjugés anciens sont en train de s'effondrer et de disparaître.

La disparition des anciens préjugés anti-trotskystes n'est que l'élimination d'un obstacle négatif sur la voie de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. La réussite de cette construction dépend de qualités positives, d'analyses marxistes sans cesse renouvelées et mises à jour d'une réalité sans cesse mouvante, d'association et d'unification de forces venues d'horizons divers, d'entraînement dans l'action. Ces qualités doivent d'abord être démontrées dans la pratique et confirmées par des succès et des percées dans plusieurs pays, avant que les rapports de force ne commencent à se modifier de manière décisive en faveur des marxistes révolutionnaires, au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire international.

Si l'apparition de la nouvelle avant-garde jeune constitue une chance importante pour les marxistes révolutionnaires d'élargir leur champ d'activité, de se lier avec de nouvelles couches sociales, de se renforcer numériquement et de former de nouveaux cadres jeunes, elle les confronte aussi avec un nouveau type de préjugés et d'objections auxquels ils n'ont pas eu, jusqu'ici, l'habitude de répondre. Ils doivent dorénavant faire face beaucoup moins à de vieilles calomnies ou à des falsifications de l'histoire qu'à une certaine indifférence vis-à-vis des problèmes de l'époque 1923-1948, qu'à une condamnation en bloc de tout le mouvement ouvrier et communiste classique (qui affecte, aux yeux de beaucoup de jeunes révolutionnaires, le courant trotskyste lui aussi), qu'à une remise en question de conceptions fondamentales du marxisme, tel le rôle révolutionnaire décisif que doit jouer le prolétariat des pays impérialistes dans le processus de la révolution mondiale ou la nécessité d'un parti révolutionnaire pour assurer la victoire de la révolution. Ils doivent apprendre à répondre à ces défis sans arrogance ni impatience, par un débat théorique sur un niveau élevé, un enrichissement constant du marxisme, et surtout par la démonstration dans l'action de leurs qualités de révolutionnaires et de dirigeants de groupes ou de couches engagés dans une action anti-impérialiste et anti-capitaliste décidée.

Deux problèmes méritent à ce propos une attention particulière : celui de la réaffirmation du rôle révolutionnaire du prolétariat ; celui de l'application correcte de la tactique de l'unité d'action dans la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste.

Le rôle révolutionnaire décisif du prolétariat pour assurer la victoire de la révolution socialiste résulte en dernière analyse de la place que le prolétariat occupe dans le processus de production, de sa puissance à paralyser la vie sociale et économique tout entière par son action résolue, de l'initiative et de l'organisation dont il peut faire preuve à l'échelle la plus large, dès que les freins des appareils bureaucratiques sont débloqués par la reprise de l'action spontanée de la classe. L'expérience de mai 1968 en France apporte à ce sujet une confirmation éclatante, et infirme les analyses pessimistes de Sweezy, Marcuse et autres. Elle démontre que l'élévation relative du niveau de vie, la différenciation du prolétariat, son extension vers des couches « techniciennes » et « intellectualisées », l'influence des masses media, bref tous les facteurs sur lesquels s'appuyaient ces théoriciens pour expliquer une prétendue intégration croissante des travailleurs dans la société néo-capitaliste, n'étaient pas réellement des obstacles objectifs : ils pouvaient même devenir des facteurs renforçant brusquement la force de frappe révolutionnaire du prolétariat. C'est la démobilisation systématique du prolétariat par les organisations politiques traditionnelles, l'absence d'une démythification systématique auprès des masses de l'idéologie bourgeoise qui a permis temporairement à ces facteurs de jouer dans le sens d'un déclin de la combativité. Mais, dès que des conditions plus favorables à une reprise de combativité et même à des explosions révolutionnaires sont apparues, la réalité a ressurgi derrière les apparences. Cette réalité, c'est que le prolétariat occidental conserve ses possibilités révolutionnaires en fonction des contradictions fondamentales de la société bourgeoise, lesquelles ne sont pas résolues.

Pendant trois décennies, le problème de l'unité d'action — qu'il ne faut pas identifier avec le front unique des organisations de masse — a été largement un problème propagandiste et littéraire pour les marxistes révolutionnaires. Dans la dernière période, il est devenu de plus en plus un problème d'activité pratique, notamment dans la lutte pour la défense de la révolution vietnamienne, et au sein de la nouvelle avant-garde jeune. Il est urgent de rappeler quelles sont les deux déformations dans l'application de cette tactique que les marxistes révolutionnaires doivent éviter.

Déformation sectaire, c'est celle d'une orientation qui consiste à voir dans la tactique de l'unité d'action un simple instrument de construction du parti révolutionnaire en « démasquant » d'autres tendances et en dénonçant leurs erreurs et leurs crimes devant les masses. Pas plus qu'un comité de grève n'est un instrument pour la construction du parti révolutionnaire, mais avant tout un instrument pour remporter la victoire dans la grève, c'est-à-dire dans un épisode concret de la lutte de classe, un organisme d'unité d'action ne peut être ravalé simplement au niveau d'instrument de dénonciation des courants centristes, opportunistes ou ultra-gauches. Dans les organismes d'unité d'action pour la défense de la révolution vietnamienne, pour la défense des révoltes estudiantines, pour la reprise des luttes ouvrières, les marxistes révolutionnaires doivent adopter une attitude responsable, et ne jamais subordonner les intérêts du renforcement du mouvement de la classe et sa victoire dans son ensemble à des intérêts étroits de groupe.

Déformation opportuniste est celle qui consiste à supprimer la tâche de construction de nouveaux partis révolutionnaires sous prétexte de se consacrer entièrement à la réussite de telles activités. Le succès de ces activités est indispensable pour la victoire dans des épisodes concrets de lutte de classe. Mais la tâche historique n'est pas seu-

lement d'assurer une victoire épisodique ; elle est de conduire la classe ouvrière à la victoire par le renversement du système capitaliste International et du capitalisme dans chaque pays. Se limiter à de telles activités, c'est risquer des défaites globales après des succès épisodiques et éphémères ; c'est saper aussi de plus en plus la possibilité de succès ultérieurs, car ceux-ci exigent avant tout une prise de conscience théorique et pratique correcte de la réalité, inabordable sans cet instrument hors pair qu'est un parti révolutionnaire.

L'accumulation des forces qui finiront par faire triompher la révolution exige la construction d'un parti. Des activités d'unité d'action qui sont, par la force des choses, discontinues et fragmentaires, contribueront à cette construction surtout si les cadres révolutionnaires apprennent à agir comme les défenseurs les plus dévoués et les plus capables de l'intérêt général de leur classe. Dans ce sens, l'application correcte de la tactique de l'unité d'action — qui implique le maintien du droit de critique des marxistes révolutionnaires envers tous les autres courants auxquels ils peuvent être associés, droit qui doit surtout s'appliquer à l'objet même de l'action commune, pour être efficace — et la construction du parti révolutionnaire, loin de s'opposer mutuellement, se complètent et s'intègrent.

La brusque extension de la nouvelle avant-garde jeune en phénomène de masse a fait ressurgir des conceptions spontanéistes qui constituent également un obstacle nouveau sur la voie de la percée des marxistes révolutionnaires. Ces conceptions, tout comme une application opportuniste de l'unité d'action, partent implicitement ou explicitement de l'illusion que les milliers d'étudiants et de jeunes travailleurs qui se battent au coude à coude contre la guerre du Vietnam, pour la « contestation » de l'Université bourgeoise, voire la contestation globale de la société capitaliste, ont déjà acquis la même base idéologique que les marxistes révolutionnaires, et que dès lors un parti et une Internationale marxiste révolutionnaire ne sont plus nécessaires.

La réalité est évidemment tout autre. Il peut se produire, à un moment déterminé, une convergence apparemment totale entre le nouveau courant d'avant-garde de masse et les marxistes révolutionnaires sur quelques objectifs précis du combat. Mais on n'a assisté nulle part à la cristallisation de courants de masse jeunes qui reprendraient l'ensemble du programme marxiste révolutionnaire, qui coïncident avec celui-ci sur l'essentiel des problèmes stratégiques et tactiques aujourd'hui exigés pour que la révolution mondiale triomphe. Abandonner la construction du parti sous prétexte que la masse des jeunes d'avant-garde serait déjà acquise aux idées révolutionnaires, c'est substituer au programme révolutionnaire et à la rigueur théorique du marxisme des accords épisodiques et sans physionomie propre, qui risqueraient de se briser aux premiers tournants et aux premières difficultés sérieuses que rencontrera le mouvement. C'est pourquoi, sans sectarisme aucun, et tout en prônant la constitution d'une unité d'action aussi large que possible avec d'autres courants et des inorganisés sur des buts précis, — y compris, à certains moments, des objectifs révolutionnaires — les marxistes révolutionnaires défendront plus que jamais la nécessité de la formation de cadres marxistes révolutionnaires, en en poursuivant sans relâche la réalisation.

La contre-offensive impérialiste à l'échelle mondiale avait profité de l'extraordinaire concentration de forces dont a joui le Grand Capital américain, et de la dispersion, de la division et de la désorientation lamentable des forces anti-impérialistes et anticapitalistes à l'échelle mondiale. Jamais la nécessité d'une stratégie globale anticapitaliste n'a été aussi nettement ressentie — et exprimée par Guevara et par les Nord-Vietnamiens — qu'à propos de la guerre du Vietnam. Il y a dix ans, lors du flirt de pas mal de forces du mouvement ouvrier international avec le « polycentrisme », l'idée de l'Internationale était rejetée, y compris par de nombreux courants d'avant-garde. Aujourd'hui, face à la stratégie globale de l'impérialisme, la nécessité d'un centre mondial d'élaboration politique, d'orientation stratégique et de coordination de l'action, se fait cruellement sentir.

Les nouveaux rapports qui se dessinent entre les trois secteurs de la révolution mondiale garantissent que, dans la question de l'Internationale, se trouvera éliminée la polarisation autour de l'Union soviétique qui avait joué depuis Octobre 1917 et qui, après avoir été fructueuse sous la direction de Lénine et de Trotsky, avait eu des effets pernicieux longtemps après que la politique du Kremlin soit entrée en opposition directe à l'expansion de la révolution mondiale.

La IV^e Internationale a fourni la preuve que, même avec des forces encore faibles, des résultats importants peuvent être remportés dans ce sens. En poursuivant avec acharnement la construction de leurs propres partis et de leur propre Internationale, les marxistes révolutionnaires ont le sentiment d'apporter en même temps la contribution la plus efficace à la création d'une Internationale marxiste révolutionnaire de masse, indispensable pour transformer en autant de victoires les énormes possibilités révolutionnaires d'ores et déjà visibles.